Projet d'Appui au Développement de
l'Enseignement Secondaire et des
Compétences pour la Croissance et l'Emploi

N° de crédit : 67450-CM

RAPPORT DE SUIVI EVALUATION DU PADESCE

Semestre I Année 2025

© Août 2025

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES i

LISTE DES TABLEAUX iii

LISTE DES FIGURES iii

ABBREVIATIONS iv

INFORMATIONS GENERALES SUR LE PROJET vi

RÉSUMÉ 1

INTRODUCTION 4

CHAPITRE 1 : PRÉSENTATION DU PROJET 5

1.1. Informations de base sur le projet 5

1.2. Objectifs du projet 6

1.3. Composantes du projet 6

1.4. Allocation budgétaire par composante 7

1.5. Allocation budgétaire par catégorie 8

1.6. Bénéficiaires du projet 9

CHAPITRE 2 : ÉTAT D'AVANCEMENT TECHNICO FINANCIER 10

2.1. Bilan physico-financier des composantes techniques 10

2.1.1. Composante 1 : Appui au sous-système de l'enseignement secondaire général 10

2.1.1.1. Sous composante 1.1 : Renforcement de la qualité de l'environnement d'apprentissage dans l'enseignement secondaire général 10

2.1.1.2. Sous composante 1.2 : Renforcement de la qualité de l'environnement d'apprentissage dans l'enseignement secondaire général 12

2.1.2. Composante 2 : Appui au secteur de développement du système des compétences 15

2.1.2.1. Sous composante 2.1 : Améliorer la qualité et la pertinence des programmes de développement des compétences 15

2.1.2.2. Sous composante 2.2 : Augmenter l'accès équitable aux programmes de développement des compétences 18
2.1.2.3. Sous composante 2.3. Renforcer les capacités institutionnelles du système de développement des compétences 22
2.1.3. Composante 3 : Assistance technique et gestion du projet 25
2.1.3.1. Sous composante 3.1 Coordination et suivi évaluation 25
- Situation des indicateurs de l'Objectif de Développement du Projet 25
- Situation des indicateurs de résultats intermédiaires du Projet 26
- Situation des Décaissements Liés aux Indicateurs 29
- Suivi évaluation 30

2.1.3.2. Sous composante 3.2 Assistance technique 31

CHAPITRE 3 : BILAN DE LA GESTION FINANCIÈRE ET DE LA PASSATION DE MARCHES 34

3.1. Situation de la gestion financière 34

3.2. Bilan de la passation des marchés 37

CHAPITRE 4 : SYNTHESE DES PRINCIPALES DIFFICULTÉS, CONTRAINTES, SUGGESTIONS ET PERSPECTIVES 39

4.1. Difficultés et contraintes 39

4.2. Perspectives 39

CONCLUSION 41

ANNEXES i

Mise en œuvre des recommandations du COPIL du 17 décembre 2024 i

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Fiche d'information de base du projet 5
Tableau 2 : Allocations budgétaires par sous-composantes 7
Tableau 3 : Allocations budgétaires par catégorie 8
Tableau 4: Statistiques de participation aux sessions de formation en présentiel 14
Tableau 5 : Situation des décaissements de la composante 1 au 30 Juin 2025 15
Tableau 6 : Situation des décaissements des DLI de la composante 2 au 30/06/2025 24
Tableau 7:Indicateurs des objectifs de développement du projet. 25
Tableau 8:Indicateurs des résultats intermédiaires liés à la composante 1 du projet 26
Tableau 9:Indicateurs des résultats intermédiaires liés à la composante 2 du projet 27
Tableau 10:Indicateurs des résultats intermédiaires liés à la composante 3 du projet 28
Tableau 11: Situation de la mise en œuvre des DLIs 29
Tableau 12 : Programmation de la vérification des Décaissements Liés aux Résultats des DLI en 2025 29
Tableau 13 : Bilan des activités de suivi-évaluation 30
Tableau 14. Résumé des statistiques de suivi des plaintes du MGP général 31
Tableau 15 : Situation des marchés au 30 juin 2025 37
Tableau 16 :: Situation des marchés 37

LISTE DES FIGURES

Figure 1: photo prise lors de la mission de suivi de l'atteinte des standards du DLI1 d'avril 2025. 11
Figure 2: Carte des établissements du Cameroun visités lors de la mission de suivi de l'atteinte des standards 12
Figure 3: Séminaires de formation des chefs d'établissement et adjoints 13
Figure 4: Séminaires de formation des chefs d'établissement et adjoints 14
Figure 5: Séminaires d'implémentation des référentiels élaborés selon l'approche APC 16
Figure 6: Près de 2000 apprenants déjà formés avec les référentiels de 2ème et de 3ème génération qui connaissent un début d'implémentation dans des établissements 19
Figure 7: Newsletter du PADESCE 33
Figure 8: PADESCE au SAGO 2025 33
Figure 9: Évolution mensuelle des réalisations ou exécutions budgétaires (en millions) 34
Figure 10: Prévisions Vs réalisations par composante premier semestre 2025 (en milliards) 35

ABBREVIATIONS

ANO	*Avis de Non-Objection*
APC	*Approche Par Compétence*
ARMP	*Agence de Régulation des Marchés Publics*
CD	*Compte Désigné*
CGES	*Cadre de Gestion Environnementale et Sociale*
CNCQ	*Cadre National de Certification et de Qualification*
CPPA	*Cadre de Planification des Peuples Autochtones*
COPIL	*Comité de Pilotage*
CPR	*Cadre de Politique de Réinstallation*
CSPM	*Commission Spéciale de Passation des Marchés*
CNCQ	*Cadre National de Certification et de Qualification*
CT1	*Coordonnateur Technique de la Composante 1*
CT2	*Coordonnateur Technique de la Composante 2*
DAO	*Dossiers d'Appels d'Offres*
DC	*Demande de Cotation*
EFTP	Enseignement et Formation Techniques et Professionnels
ESG	*Établissement de l'Enseignement Secondaire Général*
IDA	*International Development Association*
MCDC	*Mécanisme Compétitif de Développement des Compétences*
MGP	*Mécanisme de Gestion des Plaintes*
MINEPAT	*Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire*
MINEPDED	*Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable*
MINFI	*Ministère des Finances*
NIES	*Notice d'Impact Environnemental et Social*
ODP	*Objectifs de Développement*
PAD	*Project Appraisal Document*
PAP	*Personnes Affectées par le Projet*
PAR	*Plan d'Action de Réinstallation*
PGES	*Plan de Gestion Environnementale et Sociale*
PGMO	*Plan Gestion de la Main-d'œuvre*
PGN	*Plan de Gestion des Nuisibles*

PPA	*Plan d'Action en faveur des Peuples Autochtones*
PPM	*Plan de Passation des Marchés*
RAF	*Responsable Administratif et Financier*
RSE	*Responsable Suivi-Évaluation*
RSF	*Rapports de Suivi Financier*
SD	*Sélection Directe*
SIP	*School Improvement Plan*
SPM	*Spécialiste en Passation de Marchés*
SQC	*Sélection fondée sur les Qualifications des Consultants*
SSE	*Système de Suivi-Evaluation*
SST	*Santé, Sécurité au Travail*
TDR	*Termes De Référence*
TRE	*Taux de Rentabilité Économique*
UCP	*Unité de Coordination du Projet*
VAN	*Valeur Actuelle Nette*

INFORMATIONS GENERALES SUR LE PROJET

Date d'Approbation	16 juillet 2020
Signature de la convention	12 octobre 2021
Entrée en vigueur	21 décembre 2021
Signature du cadre institutionnel	12 octobre 2022
Clôture initiale	31 décembre 2025
Clôture revue	31 décembre 2026
Durée totale du projet	5 ans
Montant du crédit	125 millions de dollars de crédit IDA /112 millions 400 euros de crédit IDA
L'objectif de développement du Projet (ODP)	Améliorer l'accès équitable à un enseignement secondaire de qualité et à une formation technique et professionnelle adaptée au marché, avec un accent sur les filles.
Zones d'intervention	Dix (10) régions du Cameroun
Bénéficiaires finaux	• **Les élèves,** dont 300 000 élèves (46 % de filles) dans les écoles secondaires générales ciblées dans toutes les régions et 10 000 filles directement ciblées par des interventions spécifiques dans les zones défavorisées ; 4300 élèves (35 % de filles) des établissements et environ 7 600 stagiaires bénéficiant des deuxièmes et troisièmes volets du mécanisme Compétitif de Développement des Compétences (MCDC) ; • **Les enseignants,** dont 10 000 nouveaux enseignants, 3 700 Chefs et Chefs-Adjoints d'établissement et 1200 superviseurs (inspecteurs) dans l'enseignement secondaire général ; 1450 instructeurs et employés dans le développement des compétences.
Indicateurs ODP	• Nombre d'élèves inscrits dans les établissements scolaires de l'Enseignement Secondaire Général ciblés répondant aux normes critiques pour l'environnement d'apprentissage (désagrégé par sexe) ; • Nombre de Filles inscrites dans les lycées de l'Enseignement Secondaire Général des régions défavorisées soutenues individuellement par le projet ; • Pourcentage d'accroissement des diplômés employés ou indépendants (auto-employés) six mois après la fin de la formation (désagrégé par sexe) ; • Nombre de stagiaires en fin de formation soutenus par le Mécanisme Compétitif de Développement des Compétences (MCDC) fenêtre 2 et 3, désagrégé par sexe.
Composantes	**Composante 1** : Appui au sous-système de l'enseignement secondaire général ; **Composante 2** : Appui au développement du système de compétences. **Composante 3** : Gestion et suivi-évaluation du projet ; **Composante 4** : Composante d'intervention d'urgence en cas de crise (CERC).

RÉSUMÉ

Le rapport d'activités du premier semestre 2025 du PADESCE présente un bilan détaillé des actions menées, des résultats obtenus, ainsi que des défis rencontrés au cours de l'année. Voici un résumé détaillé des sections clés du document :

1. **Objectifs du projet** : Le PADESCE vise à améliorer l'accès équitable à un enseignement secondaire de qualité et à une formation technique et professionnelle adaptée au marché du travail, avec un accent particulier sur l'inclusion des filles et des apprenants défavorisés.

2. **Financement** : Pour l'année 2025, une enveloppe de FCFA 43 343 446 151 a été allouée au projet, comprenant des fonds IDA et de contrepartie. Ce financement a permis de soutenir les activités du projet et d'assurer la mise en œuvre des initiatives prévues.

3. **Avancées et réalisations** :

   - **A la composante 1 :** Le DLI1 a renforcé l'environnement d'apprentissage dans 350 établissements d'enseignement secondaire général (ESG) grâce à des formations, des appuis financiers (3,5 milliards FCFA), le ciblage de 30 établissements supplémentaires et l'élaboration de projets d'établissements. Ces actions ont permis de décaisser 5,9 milliards FCFA et d'améliorer les infrastructures scolaires, avec 80% des établissements atteignant 80% des standards de qualité.

   - En parallèle, 13 392 filles vulnérables des régions à faible scolarisation ont bénéficié d'un appui financier totalisant 716 ,7 millions FCFA. Au 30 juin 2025, l'objectif de 300 000 élèves inscrits a été dépassé. S'agissant du programme d'imprégnation des nouveaux enseignants, 6079 nouveaux enseignants (dont 3013 femmes) ont été formés, soit 71 ;5% de la cible attendue (8 500). En ce qui concerne la formation des chefs d'établissement et leur adjoint, le premier semestre 2025 a été marqué par la formation de 1712 chefs d'établissement et adjoints soit 51% de la cible attendue à la fin du projet. L'approche hybride (distanciel et présentiel) est soutenue par une plateforme en ligne et un Comité scientifique garantit la qualité des résultats.

   - A la composante 2 : À ce jour, 64 référentiels de formation ont été élaborés et validés (45 pour le MINEFOP et 19 pour le MINESEC). 25 référentiels sont utilisés dans les centres du MINEFOP permettant un décaissement cumulé d'environ 589, 4 millions de FCFA. Ces référentiels couvrent des domaines clés tels que l'agro-industrie, les BTP, l'énergie et le numérique. Par ailleurs, 600 formateurs et 200 encadreurs des centres du MINEFOP ont été formés, tandis qu'au MINESEC 410 enseignants et 68 personnels administratifs ont pris part aux formations sur les modules élaborés suivant une approche basée sur les compétences. Bien que des progrès aient été réalisés, des retards notables sont observés, notamment dans les activités liées au MCDC, dues aux contestations des résultats des premiers enquêtes due diligence par la plateforme de sélection et d'octroi des appuis du MCDC, aux multiples va et vient dans la délivrance des ANO en vue des formations sur les fenêtres 2 et 3 et également des divergences d'approches en ce qui concerne la mise à jour de la stratégie de passation des marchés (PPSD) des activités de MCDC et à la

préparation des Dossiers d'appel d'offres (DAO) des travaux et équipements associés. Au 30 juin 2025, aucun ODP de la composante 2 n'est atteint. Les objectifs intermédiaires sont partiellement atteints, traduisant l'impact des retards structurels dans la mise en œuvre de cette composante.

4. **Décaissements :** Le taux de décaissements au 30 juin 2025 du Projet dans client-connection se situe à 55,8 %, correspondant à un décaissement de FCFA 41 213 559 355, 355 sur les FCFA 73 729 463 842 d'enveloppe du Projet. Les fonds de contrepartie (FCP) 2025 connaissent des retards dans l'exécution. Au 30 juin 2025, aucune dépense de FCP n'a été exécuté du côté du MINEFOP comme du côté du MINESEC.

   Concernant les DLI, Ceux de la composante 1 ont conduit au décaissement cumulé de FCFA 24 173 734 969 sur les FCFA 29 466 610 000 alloués, laissant un solde restant à décaisser de FCFA 5 292 875 031 FCFA ; les DLI de la composante 2 ont conduit au décaissement cumulé de FCFA 10 910 517 614 sur l'enveloppe de FCFA 13 849 353 700, pour un solde restant de FCFA 2 938 836 086. Les réalisations financières sur le PTBA 2025 se situent autour de 23,6%, correspondant à des réalisations financières de FCFA 5788051266. Les composantes 1, 2 et 3 ont décaissé respectivement : FCFA 4567511699 FCFA, FCFA 772566850 et FCFA 447972717.

5. **Suivi et évaluation** : la suivi évaluation a été renforcé à travers la planification des différents résultats, le suivi des recommandations de la revue à mi-parcours et du dernier comité de pilotage, le suivi régulier des ANO et le suivi rapproché, avec l'appui des Coordonnateurs techniques, des activités liées aux résultats de décaissement de juin 2025. Le premier trimestre a été également marqué par le suivi des activités du projet par le MINEPAT et l'organisation de la mission de supervision par la Banque mondiale.

6. **Situation passation de marchés** : Le PPM a été soumis à la BM pour ANO après insertion de certaines activités validées dans le PTBA révisé.

7. **Sauvegardes environnementales et sociales** :

   A l'issue de la dernière mission de supervision qui s'est tenue du 07 au 17 avril 2025, les discussions ont abouti aux constats suivants : Les PGES simplifiés destinés aux établissements d'enseignement secondaires (ESG) sont désormais disponibles pour les 10 Régions du Cameroun et seront mis en œuvre avec l'appui du futur Expert QHSE. Les formations sur les exigences HSE ont été étendues aux enseignants nouvellement recrutés. Dans le cadre des appuis du Mécanisme Compétitif de Développement des Compétence (MCDC), des PGES ont été élaborés pour les 27 établissements bénéficiaires et transmis à la Banque mondiale.
   Sur le plan social, il a été relevé à la suite de la mission de supervision sus évoquée que le risque social du projet reste maintenu à substantiel. Cette notation correspond aux progrès suivants : (i) de la poursuite des formations des relais HSE/points focaux MGP, (ii) du traitement de toutes les plaintes liées aux formations qui étaient en instance pendant la dernière mission, iii) de la prise en compte des aspects sociaux (VBG, MGP et emploi/condition de travail) dans les draft des dossiers d'appel d'offre et les cahiers des clauses environnementales & sociales en cours d'élaboration pour les activités des sous projets des EFTP , iv) de la poursuite de la signature des codes de conduite par les chefs d'établissement et leurs personnels nouvellement affectés, iv) la signature du contrat avec une ONG pour l'accompagnement sur les VBG/EAS/HS et v) de la mise à jour de la liste

des enfants autochtones potentiellement bénéficiaires du PADESCE en collaboration avec la DOVAS du MINESEC.

8. **Défis rencontrés** : Le rapport aborde également les défis rencontrés au cours du premier semestre 2025, notamment en matière de gestion fiduciaire et de passation des marchés. Des mesures ont été prises pour répondre à ces défis et améliorer la gestion financière du projet.

9. **Perspectives d'amélioration** : Le rapport conclut en soulignant les perspectives d'amélioration pour le second semestre 2025r, avec un accent sur la durabilité des initiatives et la nécessité de continuer à renforcer les capacités des acteurs impliqués dans le projet.

INTRODUCTION

Le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu un Crédit de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour financer le Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement Secondaire et des Compétences pour la Croissance et l'Emploi. L'objectif du Projet est d'améliorer l'accès équitable à un enseignement secondaire de qualité et à une formation technique et professionnelle adaptée au marché de l'emploi, avec un accent sur les filles.

Entré en vigueur le 21 décembre 2021, le PADESCE entre au second semestre de sa cinquième année de mise en œuvre. Afin de mener à bien ses activités sur la période allant de janvier à juin 2025, une enveloppe de FCFA 43 343 446 151 (quarante-trois milliards trois cent quarante-trois millions quatre cent quarante-six mille cent cinquante un) a été octroyée au Projet.

Cette enveloppe est répartie en fonds IDA de FCFA 43 059 566 480 (**quarante-trois milliards cinquante-neuf millions cinq cent soixante-six mille quatre cent quatre-vingt** et en FCP de FCFA **283 879 671** (deux cent quarante-vingt-trois millions huit cent soixante-dix-neuf mille six cent soixante-onze).

Le premier semestre 2025 a été marqué par une nouvelle étape dans la mise en œuvre du PADESCE. Grâce aux efforts conjugués de tous les acteurs impliqués, le projet a enregistré des avancées significatives dans l'atteinte de ses objectifs en matière de réalisations physiques et de décaissements. Au cours de cette année, le Projet a poursuivi ses efforts pour appuyer le sous-système de l'Enseignement Secondaire Général, contribuer à l'amélioration du système de développement des compétences techniques et Professionnelles dans les 04 secteurs prioritaires (agro-industrie, BTP, énergie et numérique) et promouvoir l'inclusion des filles et des apprenants défavorisés. En mettant l'accent sur la formation des formateurs et le développement de référentiels de formation adaptés, le projet vise à garantir que les compétences acquises par les apprenants correspondent aux exigences du marché du travail.

Ce rapport d'activités qui couvre la période de janvier à juin 2025, présente un bilan détaillé des actions menées, des résultats obtenus, ainsi que des défis rencontrés tout au long de l'année. Il met également en lumière les perspectives d'amélioration pour l'année à venir.

CHAPITRE 1 : PRÉSENTATION DU PROJET

Le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA), un crédit pour la réalisation des réformes dans les sous-secteurs enseignement secondaire et formation professionnelle, à travers le Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement Secondaire et des Compétences pour la Croissance et l'Emploi (PADESCE).

1.1. Informations de base sur le projet

Les informations de base sur le projet sont présentées dans le tableau 1.

Tableau 1 : Fiche d'information de base du projet

Nom du projet	Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement Secondaire et des Compétences pour la Croissance et l'Emploi (PADESCE)
Identification	P 170 561
N° Crédit IDA	6745-CM
Pays/Région	Cameroun
Sous-secteur	Emploi et formation professionnelle ; Enseignements secondaires
Année d'intervention	2020-2025
Année de préparation	Juillet 2019 à mars 2020
Évaluation	Avril-Mai 2020
Date des négociations	10 Juin 2020
Conseil d'administration	16 Juillet 2020
Comité d'Experts interministériels	30 juillet 2021
Processus de conformité	21 juillet 2021
Comité National de la Dette Publique	24 août 2021
Décret d'habilitation	16 septembre 2021
Signature de la convention	12 octobre 2021
Date de mise en vigueur	21 décembre 2021
Signature du cadre institutionnel du projet	12 octobre 2022
Coût total du Projet :	IDA, 125 millions de Dollars
Évaluation à mi-parcours	2023
Clôture	2025
Agences d'exécution	MINEFOP, MINESEC
Montant des crédits (Euro)	**112 400 000 Euros**

1.2. Objectifs du projet

Le PADESCE a pour objectif de développement d'améliorer l'accès équitable à un enseignement secondaire de qualité et à une formation technique et professionnelle adaptée au marché, avec un accent sur les filles.

1.3. Composantes du projet

Le projet comprend quatre (4) composantes, dont trois actives et une composante d'intervention d'urgence en cas de crise.

Composante 1 : Appui au sous-système de l'enseignement secondaire général.
L'objectif de cette composante est d'améliorer l'environnement d'apprentissage et la qualité dans le secondaire général, spécifiquement la gestion du système d'enseignement et en particulier son efficience ainsi que l'amélioration de l'accès et la rétention des filles dans l'enseignement secondaire. Ses sous-composantes se proposent de :

1.1 Améliorer la qualité de l'environnement d'apprentissage dans l'enseignement secondaire général ;

1.2 Renforcer les capacités des chefs d'établissements et des nouveaux enseignants.

Composante 2 : Appui au développement du système de compétences au Cameroun. L'objectif de cette composante est d'améliorer la qualité et la pertinence des programmes ; renforcer les capacités institutionnelles du développement du système des compétences, et d'accroitre l'accès équitable aux programmes de développement des compétences.
Ses sous-composantes se déclinent en :

2.1 Améliorer la qualité et la pertinence des programmes de développement des compétences ;

2.2 Augmenter l'accès équitable aux programmes de développement des compétences ;

2.3 Renforcer les capacités institutionnelles du système de développement des compétences.

Composante 3 : Gestion et suivi-évaluation du projet. Cette composante vise à soutenir le fonctionnement de l'Unité de Coordination du Projet ainsi que le suivi-évaluation des activités ; à fournir l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre des activités.
Cette composante se décline en deux sous-composantes qui portent sur la :

3.1 Coordination du Projet et suivi-évaluation ;

3.2 Assistance technique.

Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence en cas de crise (CERC).

Créditée de 0 dollar US initialement, cette composante a été mise en place conformément aux dispositions de la directive sur le financement des projets d'investissement OP / BP 10.00, paragraphes 12 et 13, pour une réponse aux situations d'urgence par la fourniture d'une réponse immédiate à une crise éligible ou à une urgence, selon les besoins. Elle permettra au Gouvernement du Cameroun de demander à la Banque de réaffecter des fonds du projet pour répondre rapidement et efficacement à une urgence ou à une crise éligible, c'est-à-dire une catastrophe naturelle ou provoquée par l'homme ou une crise qui a causé ou risque d'entraîner rapidement un impact économique et/ou social majeur. Un manuel d'opérations pour cette composante est développé et a reçu l'ANO de la Banque.

1.4. Allocation budgétaire par composante

Les modalités d'allocation budgétaire entre les différentes composantes ont fait l'objet des concertations entre les différentes administrations et la Banque. Le tableau ci-dessous donne les attributions qui ont fait l'objet d'un consensus dans le PAD.

Tableau 2 : Allocations budgétaires par sous-composantes

Composantes	MONTANT (USD)
Composante 1 : Appui au sous-système de l'enseignement secondaire général	
SC1.1 : Renforcer la qualité de l'environnement d'apprentissage dans l'enseignement secondaire général	*40*
SC1.2 : Renforcer les capacités des chefs d'établissement et former les nouveaux enseignants du secondaire général	*10*
Sous-total	**50**
Composante 2 : Appui au secteur de développement du système des compétences	
SC2.1 : Améliorer la qualité et la pertinence des programmes de développement des compétences	*14,3*
SC2.2 : Augmenter l'accès équitable aux programmes de développement des compétences	*40*
SC2.3 : Renforcer les capacités institutionnelles du système de développement des compétences	*9,2*
Sous-total	***63,5***
Composante 3 : Gestion du projet, Suivi-évaluation et Assistance technique	
SC3.1 : Gestion du Projet et suivi évaluation	*7*
SC3.2 : Assistance Technique	*4,5*

Composantes	MONTANT (USD)
Sous-total	**11,5**
Composante 4 : Composante d'intervention d'urgence en cas de crise	**0**
Grand Total	***125***

1.5. Allocation budgétaire par catégorie

On distingue six catégories de dépenses au PADECSCE qui ont fait l'objet d'allocations budgétaires tel que présenté au tableau 3.

Tableau 3 : Allocations budgétaires par catégorie

Catégorie	Montant alloué (En euros)	Pourcentage des Dépenses à financer (Taxes incluses)
(1) Programme spécifique des dépenses éligibles relatives des parties1, 2.1 et 2.3 du projet	66,091, 200	Jusqu'à 100 % des montants alloués du montant pour chaque DLR (ou partie d'un DLR) comme indiqué dans l'annexe 3 du présent accord (ou un pourcentage inférieur qui représente le total des PSDA spécifiques payés par le bénéficiaire à la date du retrait)
(2) Financements du MCDC dans le cadre de la partie 2.2 du projet	35,968, 000	100 %
(3) Biens, travaux, services de conseil et services sans conseil, et coûts de fonctionnement et formation dans le cadre de la partie 3 du projet	8,553, 000	100 %
(4) Remboursement de la préparation Avance A	1,040, 100	Montant payable aux termes de la section 2.07(a) des Conditions générales
(5) Remboursement de la préparation Avance B	747,700	Montant payable aux termes de la section 2.07(a) des conditions générales

Catégorie	Montant alloué (En euros)	Pourcentage des Dépenses à financer (Taxes incluses)
(6) Dépenses d'urgence au titre de la partie 4 du projet	0	100 %
MONTANT TOTAL	**112,400, 000**	

1.6. Bénéficiaires du projet

Le projet cible principalement les bénéficiaires suivants :

- Apprenants et enseignants des établissements scolaires de l'Enseignement Secondaire Général (ESG) des zones rurales ou périurbaines bénéficiaires du projet ;
- Filles vulnérables et apprenants défavorisés des zones de faible niveau de scolarisation des filles (Adamaoua, Est, Extrême-Nord, Nord) ;
- Apprenants déplacés internes ou réfugiés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;
- Personnels administratifs, responsables des Associations des Parents d'Élèves et Enseignants (APEE) et des Conseils d'établissement des établissements bénéficiaires du projet ;
- Enseignants débutants diplômés des Écoles Normales Supérieures (ENS) et Écoles Normales Supérieures de l'Enseignement Technique (ENSET) du Cameroun ;
- Enseignants fonctionnaires des établissements scolaires publics de l'ESG et de l'ESTP/MINESEC ;
- Apprenants des établissements ou Centres de formation de l'Enseignement et de la Formation Technique et Professionnelle (EFTP), spécifiquement des filières des secteurs de l'Agro-Industrie, le Bâtiment et Travaux Publics, l'Énergie et le Numérique.

CHAPITRE 2 : ÉTAT D'AVANCEMENT TECHNICO FINANCIER

2.1. Bilan physico-financier des composantes techniques

2.1.1. Composante 1 : Appui au sous-système de l'enseignement secondaire général

Cette composante est soumise au principe des DLI pour la réalisation des activités.

2.1.1.1. Sous composante 1.1 : Renforcement de la qualité de l'environnement d'apprentissage dans l'enseignement secondaire général

DLI1 : Les établissements secondaires ciblés ont atteint des standards de qualité pour un environnement d'apprentissage et d'équité

a. Prévisions

Pour le compte du premier semestre de l'année 2025, il était prévu comme résultats dans le cadre du DLI 1 :

- L'atteinte de 80% des standards de qualité définis dans le SIP par 80% des Ets d'ESG
- La formation des Chefs d'établissement et leur adjoint
- L'appui à 13392 filles vulnérables dans les zones désavantagées
- Le ciblage de 30 établissements supplémentaire pour recevoir les appuis du projet ;
- Le transfert de fonds à 350 établissements bénéficiaires du projet ;
- Le rapport de suivi de l'atteinte des standards par les établissements bénéficiaires du projet

b. Réalisations

La PADESCE a formé entre le 03 et le 07 mars 2025 les chefs d'établissement et adjoints de 380 établissements d'enseignement secondaire. Ont participé à cette formation, les chefs d'établissement des nouveaux établissement (30). La formation a été l'occasion d'élaborer les projets d'établissement des nouveaux établissements.

Les 350 Ets d'ESG ont bénéficié des transferts monétaires à hauteur de 3 milliards 500 millions FCFA, ceci en vue de l'implémentation des activités inscrites dans leur projet d'établissement afin d'atteindre les standards de qualité. Ceci a permis d'améliorer considérablement l'environnement d'apprentissage des établissements scolaires bénéficiaires des appuis.

C'est ainsi qu'au terme de la vérification technique, il s'est avéré que 84,23% des établissements, ayant reçu des appuis, satisfaisaient 80% des standards de qualité d'où le décaissement des tranches dues pour le compte des résultats de la deuxième et de la troisième année, soit un montant total de 4 714 663 125 FCFA.

30 établissements supplémentaires ont été ciblés. Rapport validé lors d'une réunion avec la BM et la décision portant publication signée le 21 mars 2025.



Figure 1: photo prise lors de la mission de suivi de l'atteinte des standards du DLI1 d'avril 2025.

I. Une liste de 13 392 filles vulnérables sélectionnées a été validée au préalable par le MINESEC. Un transfert de 716 678 100 FCFA pour ces appuis a été fait dans les comptes des établissements scolaires concernés pour améliorer la scolarisation des filles. Ces jeunes filles vulnérables scolarisées ont été motivées à achever le cycle secondaire à travers le paiement des frais de scolarité, les frais d'APEE, des frais d'examens et à la fourniture d'un kit scolaire minimum.

II. En prélude à la vérification des DLIs ; une mission de suivi de l'atteinte des standards a été organisée dans les 380 établissements du PADESCE (350 ciblés initialement+30 supplémentaires). A l'issue de cette mission, un rapport a été produit et a reçu l'avis favorable de la Banque mondiale. Le rapport a été le déclencheur de la mission du vérificateur indépendant.

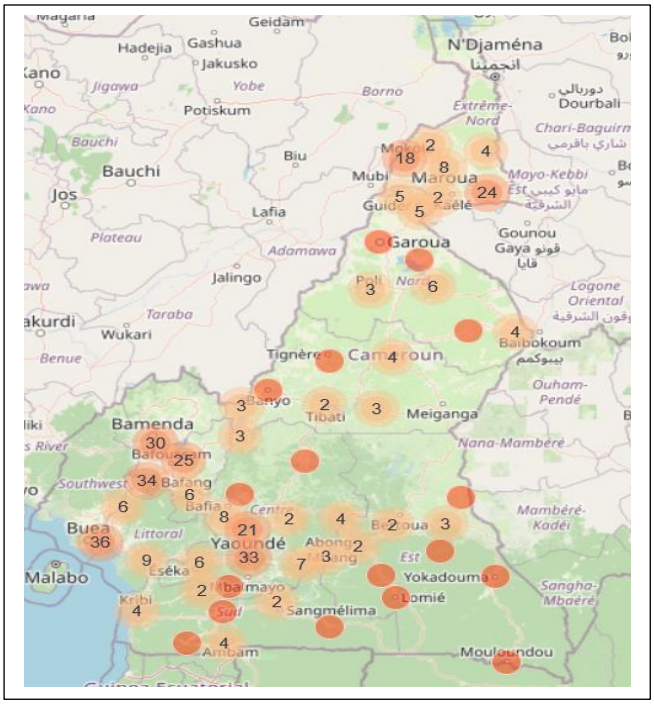


Figure 2: Carte des établissements du Cameroun visités lors de la mission de suivi de l'atteinte des standards

Un communiqué informant les filles des zones vulnérables et les élèves issues des populations autochtones que leur scolarité sera prise en charge par le projet a été signé par le MINESEC. Pour les élèves issues des peuples autochtones, une liste de 167 élèves issus des peuples autochtones a été transmise au projet par le MINESEC. Les filles des zones vulnérables ont été informées sur leur prise en charge (SSS).
Il reste à distribuer les fournitures scolaires aux élèves, les frais d'examen, les tenues de classe et l'établissement des actes de naissance.

c. Ecarts

Il convient de noter qu'à date aucun des 30 établissements n'a encore reçu des appuis. La validation des projets d'établissements de cet établissement est encore attendue.
Bien que la plupart des actions prévues pour ce semestre ont été réalisées, on note tout de même qu'elles ont été réalisées avec des retards. La mission de contrôle/suivi du paiement effectif des appuis aux filles et aux établissements prévues au deuxième trimestre 2025 permettra d'avoir une idée sur les conséquences de ces appuis sur résultats scolaires des élèves et préparer les prochains appuis aux 380 établissements.

2.1.1.2. Sous composante 1.2 : Renforcement de la qualité de l'environnement d'apprentissage dans l'enseignement secondaire général

DLI 2 : Les Chefs d'établissement de l'ESG sont formés et accrédités

a. Prévisions

Pour le compte du premier semestre de l'année 2025, il était prévu comme résultats dans le cadre du DLI 2, la mise en place du dispositif de formation et d'accréditation et la formation de la cohorte n°1 (1100 apprenants). Le recrutement d'un consultant individuel permanent charge de l'accompagnement des équipes des dli 1, 2 et 3 de la composante 1, appui au sous-secteur de l'enseignement secondaire général.

b. Réalisations

Pour la mise en place du dispositif de formation et d'accréditation, l'atelier de validation des modules s'est tenu en janvier 2025. Les modules de formation ont été mises en ligne après l'atelier de validation.
Le cadre règlementaire de formation et d'accréditation des chefs d'établissement et adjoints (décision n0206/25/MINESEC/CAB du 27 mai 2025 fixant les modalités de formation permanente et d'accréditation des chefs d'établissements scolaires d'enseignement secondaire et de leurs adjoints) a été validé par le comité scientifique a été signé par le MINESEC à la fin du mois de mai 2025.
En ce qui concerne la formation de la cohorte n°1 (1100 apprenants), la formation en présentiels de 18% (sur 5000) des chefs d'établissement a eu lieu au mois de février (la formation à distance a commencé le 12 février 2025 et s'est terminé au mois de mai 2025). Cette formation consistait essentiellement à la prise en charge de la plateforme.



Figure 3: Séminaires de formation des chefs d'établissement et adjoints

1 712 chefs d'établissement et leurs adjoints de toutes les écoles secondaires générales existantes ont participé aux sessions de formation.
Les modules de formation portaient sur : Métier et formation, Éducation et éthique, Leadership, vision et prospective, Administration et gestion (Gestion administrative et du personnel, Gestion financière, Suivi et encadrement des élèves, Gestion de l'environnement, de la santé, de l'hygiène et de la sécurité en milieu scolaire) ; partenariat et développement durable

c. Écarts

Ce DLI connait beaucoup de retard. L'indicateur de résultats intermédiaires « Nombre de chefs d'établissement et adjoints des établissements de l'Enseignement Secondaires Général formés et accrédités » continue affiche la valeur 1 712 au compteur au lieu de 3750 comme attendu au premier semestre 2025. Par ailleurs, le recrutement d'un consultant individuel permanent charge de l'accompagnement des équipes des dli 1, 2 et 3 de la composante 1, appui au sous-secteur de l'enseignement secondaire générale ne connait pas d'avancées notables.
Une seule session de formation en présentiel a été organisée sur l'ensemble du territoire pour l'ensemble des chefs d'ESG et leurs adjoints. Ceci n'est pas conforme aux dispositions du PAD qui précise en en sa page 95/159 que chaque directeur d'école devra bénéficier de deux sessions de formation en présentiel. Le rapport du vérificateur a recommandé aux équipes ministérielles à organiser la tenue de cette seconde session de formation, afin de se conformer aux dispositions du PAD

DLI 3 : Les enseignants nouvellement recrutés ont terminé leur programme d'imprégnation

a. Prévisions

Comptant pour les résultats de troisième année, il était escompté dans le cadre du DLI3 la formation de 3200 enseignants débutants (vague 2), l'évaluation et mise à jour du programme de formation des nouveaux enseignants et la formation des formateurs et mentors

b. Réalisations

De l'analyse du rapport de formation, il ressort que préalablement à la tenue des sessions de formation en présentiel, une formation à distance a été organisée et a donné lieu à l'enrôlement en ligne les 29 et 30 avril 2025 de 3 247 enseignants débutants identifiés par le MINESEC. Les enseignants ainsi enrôlés et répartis dans 60 classes virtuelles ont été formés à distanciel du 03 au 09 Mai 2025, soit sur une durée de sept (07) jours.

La session de consolidation des acquis en présentiel s'est déroulée du 11 au 14 mai 2025 dans les dix régions, soit une durée de formation de quatre (04) jours. A l'issue du dépouillement des fiches de présence et du rapport de formation, les statistiques de participation aux sessions en présentiel sont les suivantes :

Tableau 4: Statistiques de participation aux sessions de formation en présentiel

Région	Personnel attendu	Effectif présent			Ecart	% de participation
		Masculin	Féminin	Total		
ADAMAOUA	245	136	93	229	16	93%
CENTRE	370	184	179	363	7	98%
EXTREME-NORD	428	280	147	427	1	100%
EST	333	166	150	316	17	95%
LITTORAL	297	104	190	294	3	99%
NORD	272	138	133	271	1	100%
NORD-OUEST	206	82	113	195	11	95%
OUEST	359	168	192	360	-1	100%
SUD	355	169	161	330	25	93%
SUD-OUEST	382	153	229	382	0	100%
Total	**3 247**	**1 580**	**1 587**	**3 167**	**80**	**98%**

Au cours de cette formation, les différents modules ci-après ont été déroulés aussi bien au courant des sessions à distanciel qu'en présentiel : Ethique et déontologie, Administration scolaire, Pédagogie, environnement et genre. Ceci est conforme à l'agenda de formation présenté dans le programme d'imprégnation des enseignants débutants élaborés par les équipes ministérielles/PADESCE au cours de la première année de mise en œuvre du projet.



Figure 4: Séminaires de formation des chefs d'établissement et adjoints

L'évaluation du programme d'imprégnation a été effectuée concomitamment au suivi - évaluation du déroulement de la première session de formation des enseignants débutants. Ainsi les points d'amélioration du programme d'imprégnation à la suite de son évaluation portent principalement sur :

- La modification du séquençage du module Pédagogie, environnement, et genre pour l'intégration du numérique dans les pratiques de classe ;
- La précision des modalités de calcul des taux de participation aussi bien pour les formations en ligne que pour les formations en présentiel ;
- La délivrance d'un diplôme de participation à tous ceux qui auront eu au moins 12/20 de moyenne à l'issue de l'évaluation finale des compétences ;
- La précision de la compétence des mentors à intégrer dans le processus de formation ;

c. Écarts

Au compteur, l'indicateur des résultats intermédiaires « Enseignants recrutés ou formés » affiche le chiffre de 6 079 au lieu de 8500 comme attendu au premier semestre 2025. Le rapport de formation reste silencieux sur la mise en œuvre d'un programme formel de mentorat. Le rapport du vérificateur en courage le projet à formaliser le programme de mentorat et à mettre en place un mécanisme de suivi évaluation par les pairs expérimentés de la formation dispensée aux enseignants débutants avec pour objectifs l'identification des besoins complémentaires de formation et la facilitation de la mise en place des actions de remédiation.

Décaissements de la composante

Sur le plan financier, la composante 1 relevant exclusivement du MINESEC affiche un taux de décaissement cumulé au 30 Juin 2025 de 82,0%, soit 24,1 milliards décaissés sur les 29,4 milliards de FCFA d'enveloppe. Le DLI 1 arrive en pole position avec 87,5% de décaissements, contre 50% pour le DLI2 qui reste à la traine.

Tableau 5 : Situation des décaissements de la composante 1 au 30 Juin 2025

MINISTÈRE	DLI	Allocation totale	Décaissée au 30/06/2025	% décaissement	Solde
MINESEC	DLI 1	23 573 368 000	20 635 218 148	87,5%	2 938 149 852
	DLI 2	2 946 571 000	1 474 591 965	50,0%	1 471 979 035
	DLI 3	2 946 671 000	2 063 924 856	70,0%	882 746 144
TOTAL C1		**29 466 610 000**	**24 173 734 969**	82,0%	**5 292 875 031**

2.1.2. Composante 2 : Appui au secteur de développement du système des compétences

Les sous composante 2.1 et 2.3 relatives respectivement à l'amélioration de la qualité et la pertinence des programmes de développement des compétences et le renforcement des capacités institutionnelles du système de développement des compétences sont soumises au principe des DLI pour la réalisation des activités, contrairement à la sous-composante 2.2 qui est régi par le mécanisme traditionnel de décaissement.

2.1.2.1. Sous composante 2.1 : Améliorer la qualité et la pertinence des programmes de développement des compétences

DLI 4a : Élaboration de 45 référentiels de formation selon l'Approche Par Compétence (APC) pour le compte du MINEFOP

a. Prévisions

Pour le compte de l'année 2024, il était prévu comme résultats dans le cadre du DLI 4a les résultats suivants :

- Au moins 45 nouveaux référentiels de formation (cumulatifs) dans des secteurs économiques sélectionnés ont été élaborés et approuvés et sont disponibles sur le site Web du MINEFOP ;
- Au moins 25 nouveaux référentiels de formation sont utilisés dans les centres de formation agréés par le MINEFOP

- Dissémination et implantation des référentiels de formation élaborés pour le compte de la quatrième génération (3 missions de 6 jours chacun, 60 personnes, 8 régions francophones)
- Révisions de 17 référentiels de CFPE et des SAR/SM

b. Réalisations

15 référentiels de formation validés au cours de l'atelier tenu du 30 Septembre au 03 Octobre 2024 au Centre National de Formation des Formateurs et de Développement des Programmes portant le nombre de référentiel à 45.
Cet atelier a connu la participation des administrations sectorielles, des représentants des milieux socio-professionnels, les méthodologues, les pédagogues, et les experts du PADESCE conformément aux dispositions du PAD.
Les 45 référentiels de formation ont été publiés sur le site du MINEFOP et sont accessibles au public via le lien d'accès ci-après : https://minefop.cm/fr/emploi-et-formation-professionnelle/referentiels-de-formation.
Les référentiels élaborés au cours de l'exercice 2024 ont porté principalement sur le secteur de **l'agro-industrie** (secteur secondaire) ainsi qu'il suit : Producteur de boisson, technicien qualité, apiculteur, raffineur/producteur des huiles) ; Secteur des **BTP** (maintenancier de bâtiments, domoticien, constructeur d'ouvrage d'art, serrurier) ; Secteur de **l'énergie** (agent d'entretien d'espace vert, électricien, administrateur de réseau électrique, installateur de système éolien) ; Secteur **numérique** (data analyste, Community manager, maintenancier biomédical.).
Du 13 au 20 janvier 2025, une équipe du MINEFOP s'est déplacée dans les régions de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Est, du Centre, du Sud, de l'Ouest et du Littoral en vue d'implanter, dans certains de centre de formation professionnelle (CFP), les référentiels de formation élaborés dans le cadre de la troisième génération du PADESCE (Vague 2). Le rapport de ladite mission fait état de ce que 15 nouveaux référentiels de formation sont effectivement en cours d'utilisation dans 41 centres de formation professionnelle.



Figure 5: Séminaires d'implémentation des référentiels élaborés selon l'approche APC

DLI 4b : Elaboration de 19 référentiels de formation pour le compte du MINESEC

a. . Prévisions

Pour le compte de l'année 2024, il était prévu comme résultats dans le cadre du DLI 4b, l'élaboration de 19 référentiels de formation selon l'approche APC au MINESEC

b. Réalisations

Les 19 référentiels ayant déjà été élaborés.

DLI 5a : Formation de 990 formateurs et personnels des structures de formation professionnelle à l'utilisation des nouveaux référentiels de formation.

a. Prévisions

Pour le compte de l'année 2025, il était prévu comme résultats dans le cadre du DLI 5a :

- Atelier de validation des six modules complémentaires pour la formation
- Organisation et tenue de l'atelier de renforcement des capacités des formateurs experts.
- Formation des formateurs et personnels d'encadrement des structures de formation professionnelle (cohorte 2).

b. Réalisations

L'atelier de validation des six modules s'est déroulé du 08 au 10 Janvier 2025 au CNFFDP à Yaoundé, sous la supervision de l'Inspecteur Général des Formations du MINEFOP. L'activité de de renforcement des capacités des formateurs experts a eu lieu du 12 au 15 Février à l'hôtel Félicia à Yaoundé sous la supervision de l'Inspecteur Général des Formations du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Elle a réuni une quarantaine d'acteurs parmi lesquels les formateurs experts retenus pour animer les actions de formation de la deuxième vague de formation des formateurs et personnels d'encadrement.

La formation de 300 formateurs et de 150 cadres administratifs des structures de formation professionnelle ainsi que des délégations régionales et départementales du MINEFOP s'est déroulée courant les mois de Mars, Avril et Mai 2025 sur l'utilisation des référentiels.

La formation de la deuxième cohorte réalisée en trois phases donc 2 phases théoriques et 1 phase pratique sur une durée oscillant entre 27 et 32 jours. Ces sessions se sont tenues dans les CNFFDP de Yaoundé, Douala, Sangmélima, Garoua et Limbé.

Les certificats de formation n'ont pas été transmis au personnel à l'issue des sessions de formation.

DLI 5b : Formation de 400 enseignants et 60 personnels de gestion des établissements d'enseignement technique à l'utilisation des nouveaux référentiels de formation

a. Prévisions

Pour le compte de l'année 2025, il était prévu comme résultats dans le cadre du DLI 5b de :

- Présenter une feuille de route sur les outils d'accompagnement pour les enseignants (MINESEC)
- La question du manuel scolaire /partager avec la banque les textes qui autorise l'élaboration de ces manuels par le MINESEC

b. Réalisations

Les TDR en vue de l'élaboration et l'implantation des leçons modèles élaborés et transmis à l'UCP/PADESCE. Ces TDR contenaient les différentes feuilles de routes d'élaboration des manuels pour l'accompagnement des enseignants.

La formation de 521 enseignants, superviseurs pédagogiques et des gestionnaires d'établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel s'est achevée en novembre 2024. La vérification de l'atteinte du résultat s'est faite en juin 2025.

La Loi régissant la politique du livre et du manuel scolaire au Cameroun a été partagée avec la Banque le 23 octobre 2024. Les articles 47 et 49 de cette loi font de l'enseignement technique et professionnel une spécificité en la matière.

Analyse des écarts de la sous-composante 2.1

Les activités de la sous-composante 2.1 du Projet sont directement rattachées aux indicateurs de résultats intermédiaires relatifs : (i) aux nombres de référentiels élaborés (30/45 le MINEFOP et 19/19 pour le MINESEC) et (ii) aux nombres de formateurs et personnels d'encadrement formés à l'utilisation des référentiels (300/ 990 au MINEFOP et 0/460 au MINESEC). Les activités des DLI concernés accusent un retard.

S'agissant des défis liés à l'implantation des référentiels, il faut relever l'indisponibilité des équipements et matériels mis à disposition des structures de formation par le MCDC qui n'a pas permis aux structures d'implanter les référentiels convenablement à l'esprit de l'ingénierie de formation. En outre, parmi les 45 référentiels à implanter au moins 8 référentiels sont élaborés dans les métiers innovants. Cependant il n'existe pas à date, des structures qui forment dans ces métiers innovants

2.1.2.2. Sous composante 2.2 : Augmenter l'accès équitable aux programmes de développement des compétences

Cette sous-composante finance la mise en œuvre d'un MCDC qui va : (i) stimuler le développement d'une offre de formation technique et professionnelle de qualité, dans les secteurs économiques ciblés, dans le cadre d'une approche axée sur les centres d'excellence ; (ii) renforcer la collaboration entre les entreprises et les institutions de formation pour le développement de stages et d'apprentissages ; et (iii) remédier aux pénuries de compétences relevées dans la main-d'œuvre opérant dans les secteurs formels et informels.

Le MCDC est doté de trois guichets, destinés à différents groupes cibles. Le Plateforme de Sélection et d'Octroi des Appuis Financiers (PSOAF) a été mise en place en janvier 2023 par décision n°0165/D/MINEFOP DU 29/12/2022 portant constatation de la composition de la Plateforme de Sélection et d'Octroi des Appuis Financiers (PSOAF) du MCDC du PADESCE. Suite à cette décision, les membres de la plateforme ont été présentés lors de la cérémonie organisée le 12 janvier 2023 à Yaoundé.

Ce processus a conduit à l'entrée en vigueur effective du MCDC.

Etat de mise en œuvre des activités de la fenêtre 1

La fenêtre 1 va soutenir l'amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes de formation dans au moins 26 institutions publiques (16 pour le MINESEC, 08 pour le MINEFOP, 01 pour le MINEPIA et 01 pour le MINADER) et 07 institutions privées de formation technique ou professionnelle. Il va s'agir de Faciliter la mise en œuvre (infrastructures, matériel, équipements technico pédagogique, maintenance, réhabilitation mineure, formation des formateurs…), dans les établissements publics sélectionnés, des nouveaux programmes innovants de formation professionnelle en lien avec les besoins exprimés et suivant l'approche par les Compétences (APC).

a. Prévisions

Pour le compte du premier trimestre de l'année 2025, il était prévu comme résultats :

- Réévaluation des projets d'établissements des structures bénéficiaires des appuis de la Fenêtre 1 du MCDC.

- Elaboration des DAO des travaux de réhabilitation et d'acquisition des équipements des ateliers des 27 établissements bénéficiaires des appuis du MCDC.
- Lancement de l'appel d'offres national pour la réhabilitation des ateliers des établissements sélectionnés aux appuis de la Fenêtre 1 du MCDC.
- Lancement de l'appel d'offre international pour l'acquisition des équipements technico-pédagogiques devant être installés dans les ateliers des 27 établissements bénéficiaires des appuis de la Fenêtre 1 du MCDC.
- Subventions pour la mise à niveau et l'opérationnalisation des EFTP bénéficiaires de la fenêtre 1 en centres d'excellence.

b. Réalisations

I. La mise en œuvre des activités du MCDC se poursuit de manière modérément satisfaisante. En effet, dans le cadre du guichet 1, 27 établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels ont été sélectionnés dans 10 régions. Ces établissements ont élaboré leurs projets d'établissement qui a fait l'objet d'une première revue. La mission de revue à mi-parcours avait constaté des manquements au niveau du réalisme et de la qualité des projets d'établissement et avait jugé pertinent de procéder à une réévaluation et révision afin de garantir la cohérence entre les activités proposées, les capacités des structures et les budgets alloués. Cet exercice a été complété le 28 janvier 2025 et la session de la PSOAF qui s'est tenue du 3 au 4 mars 2025 a validé les budgets révisés.

II. La dernière mission de supervision tenue du 07 au 17 avril 2025 a souligné la nécessité de veiller à ce que tous les contrats d'achat d'équipements et de réhabilitations soient effectués avant la clôture du projet. Un Consultant individuel a été recruté pour élaborer la stratégie de passation des marchés et les projets de DAO. Les TDRs proposés pour l'organisation des ateliers de validation desdits documents ont récemment reçu l'avis de non objection (ANO) de la banque mondiale et lesdits ateliers seront incessamment organisés à l'issue desquels les avis d'appel d'offres seront produits et publiés.

III. Il est prévu sous le guichet 1 d'intégrer les organismes de formation relevant du secteur privé. Toutefois, comme indiqué lors de la revue à mi-parcours, le dispositif de financement initialement proposé (fonds renouvelable) n'est pas envisageable pendant la durée du projet. D'autres mécanismes de partenariat avec le secteur privé de l'éducation et de la formation, en particulier dans des domaines stratégiques, ont été proposés, notamment le chèque-formation.



Figure 6: Près de 2000 apprenants déjà formés avec les référentiels de 2ème et de 3ème génération qui connaissent un début d'implémentation dans des établissements

Perspectives au second semestre 2025

- Mise en œuvre effective des réhabilitations des ateliers des établissements sélectionnés aux appuis de la fenêtre 1 du MCDC.
- Mise en œuvre du processus d'acquisition des équipements des ateliers des 27 établissements bénéficiaires des appuis de la Fenêtre 1 du MCDC.
- Mise en œuvre des chèques de formation dans des établissements privés de formation technique et professionnelle agréés.
- Formation des 27 Chefs d'établissements bénéficiaires des appuis de la Fenêtre 1 du MCDC et leurs collaborateurs à la mise en œuvre de leurs projets d'établissement, et ce conformément au manuel des procédures élaborés.
- Formation des enseignants des 27 établissements bénéficiaires des appuis du MCDC à l'utilisation des nouveaux référentiels.
- Formation des enseignants et formateurs des 27 établissements bénéficiaires des appuis de la Fenêtre 1 du MCDC à l'utilisation et à la maintenance des équipements installés.

Etat de mise en œuvre des activités de la fenêtre 2

La fenêtre 2 organisera les formations continues de 1100 travailleurs en Appui à la compétitivité et à la productivité des petites et moyennes entreprises du secteur formel principalement dans les secteurs du BTP, du numérique, de l'agro-industrie et de l'énergie. D'autres secteurs prioritaires de l'économie et dont les besoins en compétences sont exprimés sont tout autant concernés. 500 jeunes apprentis seront placés et encadrés au sein des différentes entreprises sélectionnées et celles ayant manifesté leur intérêt à accueillir des apprentis.

a. Précisions

Pour le compte du premier semestre de l'année 2025, il était prévu comme résultats :

- Appui aux travailleurs des sociétés/entreprises (PME/PMI) sélectionnées
- Sélection et placement des jeunes en apprentissage

b. Réalisations

- Recrutement en Janvier 2025 du Cabinet FISCAGEST CONSULTING en vue de la Conduite des opérations de Due Diligence auprès des prestataires de formation proposés par les entités bénéficiaires des appuis des Fenêtres 2 et 3 du Mécanisme Compétitif de Développement des Compétences (MCDC) du PADESCE
- Mission de Due diligence conduite par le CABINET FISCAGEST
- Session de la PSOAF pour la sélection et à l'affectation définitive des prestataires aux bénéficiaires des appuis des Fenêtres 2 et 3 du MCDC.
- Session de la PSOAF d'examen des requêtes suite à la sélection et l'affectation définitive des prestataires de formation aux bénéficiaires des appuis des fenêtres 2 & 3, partage d'information sur les conventions tripartites et contrats et validation des prochaines étapes.
- Accompagnement à l'élaboration des contrats et conventions
- Recrutement d'une firme chargée de mener les activités de vérification et de suivi de la mise en œuvre des formations financées par le Mécanisme Compétitif de Développement des Compétences (MCDC) du PADESCE **en cours de finalisation.**

- Protocole d'évaluation des capacités d'accueil en apprentissage des entreprises et de recensement/validation des places disponibles en attente de validation par la BM.
- TDR Mission de due diligence des entreprises d'accueil des apprentis et de mise en place des partenariats dans le domaine de la formation aux titres des fenêtres 2&3 du MCDC / PADESCE **en attente d'ANO.**

Perspectives au second semestre 2025

- La signature des conventions tripartites et contrats a débuté et se poursuit. Certains prestataires ont d'ores et déjà enregistré leurs contrats et produit les documents financiers requis.
- Mise à disposition de la ressource financière et lancement des formations.
- Suivi pédagogique des formations
- Mission de due diligence
- Session de la PSOAF en vue de la validation de la liste des entreprises et centres de formation d'accueil des apprentis
- Lancement de l'appel à candidature pour le recrutement des apprentis
- Session de la validation des outils d'apprentissage
- Dépouillement et sélection des apprentis
- Publication de l'appel à candidature pour le recrutement de 500 jeunes pour leur placement en formation par l'apprentissage
- Tenue la session du CAF dédiée et publication des résultats

Etat de mise en œuvre des activités de la fenêtre 3

La fenêtre 3 permettra le renforcement des capacités de 6000 acteurs de l'économie sociale et informelle issus de 200 associations de Très Petites Entreprises, coopératives, groupements d'intérêt commun, syndicats représentant les travailleurs de l'économie informelle… et ce dans tous les secteurs d'activités, y compris de l'artisanat.

a. Prévisions

- Mise en formation de 6.000 acteurs des associations de TPE et organisations de l'économie sociale et du secteur informel

b. Réalisations

- Mission de due diligence menée par le cabinet FISCAGEST auprès des prestataires de formation proposés par les bénéficiaires des appuis des Fenêtre 2&3.
- Finalisation et validation des conventions tripartites et contrats des Fenêtres 2&3.
- Tenue de la session de la PSOAF de sélection et d'affectation définitive des prestataires de formation aux bénéficiaires.
- Session de la PSOAF d'examen des requêtes suite à la sélection et l'affectation définitive des prestataires de formation aux bénéficiaires des appuis des fenêtres 2 & 3.
- Signature en cours des conventions tripartites et contrats

Analyse des écarts de mise en œuvre du MCDC

Au regard de la situation actuelle des fenêtres du MCDC, force est de constater que toutes les activités accusent des retards, et qu'aucun résultat contractuel n'a encore été atteint. Il en est de

même pour les décaissements en faveur des bénéficiaires directs des fenêtres qui sont restés muets. Il faut surtout relever le contexte particulier dans lequel le MCDC évolue depuis son entrée en vigueur. La suspension du Mécanisme de janvier à mai 2024 suite à une dénonciation d'un membre de la PSOAF, les multiples plaintes reçues de toute part sur le processus de sélection des prestataires de formation ont plombé les activités. Lors de la RMP, il a été recommandé par la BM de refaire les opérations contestées de due-diligence des prestataires de formation par un cabinet indépendant, afin de crédibiliser le processus en vue de l'organisation sereine des formations dans les fenêtres 2 et 3. Un cabinet a été recruté pour conduire une mission de vérification et contrôle du processus de sélection et de désignation des prestataires. Cette vérification a été complétée 31 mars 2025.

Perspectives au second semestre 2025

- Poursuite de la vérification et de la signature des conventions tripartites et contrats.
- Examen et validation des rapports de démarrage soumis par les prestataires de formation.
- Lancement officiel des formations.
- Supervision des formations avec les équipes ministérielles de méthodologues.
- Examen et validation des rapports de fin de formation de la 1ère vague de la fenêtre 3.
- Rédaction du rapport de la 1ère vague de formation.
- Préparation des outils pour le lancement de la 2ème vague.
- Mission de sensibilisation de proximité pour le recrutement des faîtières dans le cadre de la 2ème vague.
- Lancement de la 2ème vague de recrutement des faîtières de la F3.
- Réception et examen des dossiers de la 2ème vague des bénéficiaires.

2.1.2.3. Sous composante 2.3. Renforcer les capacités institutionnelles du système de développement des compétences

DLI 6a : Élaboration de la Stratégie Nationale de Développement des Compétences Techniques et Professionnelles

a. Prévisions

Réalisation de l'atelier de rédaction du rapport sur l'état de mise en œuvre de la SNDCTP

Réalisation de l'atelier de validation du rapport de mise en œuvre de la SNDCTP

Recrutement d'un consultant en charge de l'évaluation à mi-parcours de la SNDCTP

b. Réalisations

L'atelier de dissémination de la SNDCTP n'a pas encore eu lieu à date. Toutefois, les résultats contractuels attendus de cette activité sur la période ont déjà été atteints.

Atelier de rédaction de la SNDCTP s'est tenu du 26 au 28 Mars 2025 dans la ville d'Ebolowa. L'atelier de validation s'est tenu le 22 mai 2025 à Yaoundé.

Durée longue d'obtention de l'ANO sur les TDR de recrutement d'un consultant en charge de l'évaluation à mi-parcours de la SNDCTP

DLI 6b : Elaboration du Cadre National de Certifications et de Qualifications

a. Prévisions

Comme prévision, il était attendu au premier semestre de l'année 2025 dans le cadre du DLI6b l'élaboration de deux (02) cadres sectoriels

b. Réalisations

i) le cadre sectoriel a bien fait ressortir un inventaire des certifications où nous notons la présence de plusieurs organismes certificateurs qui sont plus des ministères et rarement les grandes entreprises ou les organisations d'entreprises régies par un accord autour d'une activité

ii) Les éléments clés de la cartographie ressortent bien dans les matrices présentées. Nous observons néanmoins que (i) les niveaux supérieurs des certifications (master et doctorat) ne sont pas documentés dans la cartographie de l'agro-industrie, (ii) les niveaux inférieurs de certification pour les manœuvres par exemple ne sont pas présentés dans la cartographie des BTP ; (iii) Les conditions d'accès ne sont pas précisées dans la cartographie des BTP ; (iv)Le niveau suivant le CNQCP n'est pas précisé dans cartographie de l'agro-industrie.

iii) Des confusions sémantiques ont été observées dans la désignation des modalités d'évaluation des compétences aux fins d'obtention d'une certification.

iv) Pour que l'inventaire des certifications, la cartographie des certifications, l'établissement des passerelles soient permanemment révisés pour enrichissement au regard de la dynamique des compétences sur le marché du travail, il y a lieu de donner une configuration et une légalité à des commissions consultatives ou des branches professionnelles autour des activités de cœur de chaque secteur.

v) Les CSQC des secteurs des BTP et de l'agro-industrie ne précisent pas le mode de codification des certifications.

DLI 7a : Système d'information renforcé et suivi du secteur du développement des compétences

a. Prévisions

Comme prévision, il était attendu pour le second semestre 2025 dans le cadre du DLI7a, la mise en ligne de la plateforme sur les opportunités de formation technique et professionnelle avec des informations sur les EFTP et les programmes du MINEFOP, MINESEC, MINADER et MINEPIA.

b. Réalisations

Effectivité de la mise à jour technique de la plateforme d'information sur les opportunités de formation et de l'application associée ; Accessible via le lien https://traininginformation.cm/ ;

Effectivité de la mise à jour du contenu de la plateforme : Disponibilité (bien que partielle) des informations sur les types de programmes offerts (par spécialités) dans les fiches techniques des CFPT

DLI 7b : Suivi des sortants des dispositifs d'EFTP

I. Prévisions

Comme prévision, il était attendu pour le second semestre 2025 dans le cadre du DLI7b la réalisation de l'enquête de suivi post formation (enquête initiale et à mi-parcours)

II. Réalisations

Cette activité qui a souffert des lenteurs administratives, tant au niveau des procédures de passation des marchés que de la BM pour ce qui est de l'obtention des ANO sur les TdR, la finalement connu un dénouement avec le recrutement de la firme en charge de la réalisation de l'enquête qui est effectif depuis octobre 2024. Plusieurs réunions ont déjà eu lieu entre la firme et l'équipe du DLI en vue de la réalisation prochaine de l'enquête. Le rapport est attendu courant juillet 2025.

Analyse des écarts de la sous-composante 2.2

À date, le résultat intermédiaire lié à cette sous-composante et précisément celle relative à l'élaboration des CSCQ accuse des retards sur deux années. Le cadre de résultats affiche uniquement les CSCQ de deux secteurs alors qu'il était attendu les CSCQ des 4 secteurs du projet. En outre, le DLI7b est à la traine avec la situation de référence du suivi des formés, objet du deuxième résultat qui est encore attendu. Ce résultat a été restructuré lors de la dernière revue à mi-parcours. Le troisième résultat de cette activité a été projeté pour l'année 2026.

Décaissements de la composante 2

Les DLI de la composante 2 affichent un taux de décaissement général combiné de 82%, dont 73% au MINEFOP et 92% au MINESEC au 30 juin 2025.

Tableau 6 : Situation des décaissements des DLI de la composante 2 au 30/06/2025

MINISTERE	DLI		Décaissée au 30/11/24	% décaissement	Solde
MINESEC	DLI 4b	**1 768 002 600**	1 474 591 336	83,4%	293 411 264
	DLI 5b	**884 001 300**	884 755 431	100,1%	-754 131
MINEFOP	DLI 4a	**4 007 472 560**	3 656 181 312	91,2%	351 291 248
	DLI 5a	**1 768 002 600**	1 474 339 764	83,4%	293 662 836
	DLI 6a	**707 201 040**	471 869 227	66,7%	235 331 813
	DLI 6b	**2 534 137 060**	1 533 575 493	60,5%	1 000 561 567
	DLI 7a	**1 001 868 140**	1 002 319 477	100,0%	-451 337
	DLI 7b	**1 178 668 400**	412 885 574	35,0%	765 782 826
TOTAL		**13 849 353 700**	**10 910 517 614**	78,8%	**2 938 836 086**

2.1.3. Composante 3 : Assistance technique et gestion du projet

Cette composante est organisée autour de deux sous-composantes portant sur : (i) la gestion du projet et le suivi-évaluation ; et (ii) l'assistance technique. La sous-composante 3.1 soutient la prise en charge des salaires des employés, des équipements et des activités de suivi-évaluation de l'unité de coordination, alors que la sous-composante 3.2 soutient des activités clés de renforcement des capacités pour l'atteinte de l'objectif de développement du projet et pour soutenir les réformes sectorielles. Les progrès réalisés dans le cadre de la composante 3 sont jugés modérément satisfaisants lors de la dernière mission de supervision.

2.1.3.1. Sous composante 3.1 Coordination et suivi évaluation

Coordination : Situation des résultats contractuels du projet

☑ **Situation des indicateurs de l'Objectif de Développement du Projet**

Tableau 7:Indicateurs des objectifs de développement du projet.

Indicateurs	***2025***		***2025***
	Valeur	***Cible***	***Cible***
Nombre d'élèves inscrits dans les établissements de l'Enseignement Secondaire Général ciblés répondant aux normes essentielles à l'environnement d'apprentissage (nombre)	408 162	300 000	300 000
Nombre de filles inscrites dans les établissements de l'Enseignement Secondaire Général ciblés répondant aux normes essentielles à l'environnement d'apprentissage (Nombre)	192 777	138 000	138 000
Nombre de filles dans les établissements de l'Enseignement Secondaire Général dans les zones défavorisées soutenues individuellement par le projet (Nombre)	13392	10 000	10 000
Augmentation du pourcentage des sortants qui travaillent ou qui travaillent à leur compte 6 mois après l'achèvement de la formation (Texte)		Situation de référence +15 pourcentage points	Situation de référence +15 pourcentage points
Augmentation du pourcentage de femmes diplômées qui travaillent ou qui travaillent à leur compte 6 mois après l'achèvement de la formation (Texte)		Situation de référence +15 pourcentage points	Situation de référence +15 pourcentages points
Stagiaires complétant la formation soutenue par la fenêtre 2 du SDF, par sexe (nombre)	0	1 600	1 600
Femmes complétant la formation soutenue par la fenêtre 2 du SDF (Pourcentage)	0	30	30
Stagiaires complétant la formation soutenue par la fenêtre 3 du SDF (Nombre)	0	6 000	6 000
Femmes complétant la formation soutenue par la fenêtre 3 du SDF (Pourcentage)	0	30	30

Commentaire :

Au 30 juin 2025, les trois ODP sur les neufs de la composante 1 sont atteints. La composante 2 dont les 06 ODP sont directement liés aux activités menées par le MCDC affiche une situation peu reluisante du fait des multiples freins rencontrés dans son déploiement.

☑ Situation des indicateurs de résultats intermédiaires du Projet

Tableau 8:Indicateurs des résultats intermédiaires liés à la composante 1 du projet

Indicateurs	2025		2025
	Valeur	Cible	Cible fin projet
Taux d'achèvement dans le premier cycle du secondaire dans les établissements secondaires ciblés (Pourcentage)	ND	*59,10*	*59,10*
Taux d'achèvement des filles dans le premier cycle du secondaire dans les établissements secondaires ciblés (Pourcentage)	ND	*58,20*	*58,20*
Pourcentage d'établissements secondaires généraux ciblés qui respectent des normes essentielles à l'environnement d'apprentissage et à l'équité (Pourcentage)	84,23	*80*	*80*
Elèves bénéficiant d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage (CRI, Nombre)	1204757	*1 575 682*	*1 575 682*
Elèves bénéficiant d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage - Femme (CRI Nombre)	470391	*734 056*	*734 056*
Les élèves bénéficiant d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage secondaire, total	1 160 681	*1 563 782*	*1 563 782*
Les élèves bénéficiant d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage secondaire, femme	455 011	*729 626*	*729 626*
Enseignants recrutés ou formés (CRI, Nombre)	6079	*10 000*	*10 000*
Enseignants recrutés ou formés - Femme (exigence RMS) (CRI, Nombre)	3013	*4 700*	*4 700*
Nombre d'enseignants-chefs et d'enseignants adjoints des établissements secondaires généraux formés et accrédités (Nombre)	1712	*3 350*	*3 350*
Nombre d'établissements secondaires touchés par la présence d'élèves supplémentaires soutenus par le projet (Nombre)	48	*30*	*30*

Commentaire :

De l'analyse des résultats intermédiaires liés à la composante 1 du projet, on note que les deux premiers indicateurs seront calculés au niveau national et seront disponibles d'ici décembre 2025. L'indicateur relatif au Pourcentage d'établissements secondaires généraux ciblés qui respectent des normes essentielles à l'environnement d'apprentissage et l'équité est basé sur la vérification indépendante. L'année 2, 3 et 4 ont été atteints.
Pour les indicateurs relatifs à la formation, l'objectif pour les nouveaux enseignant est atteint pour l'année 2 et 3. La formation de la vague 3 au deuxième semestre 2025 (vague 3 : 4500) va permettre d'atteindre les résultats des années 4 et 5. Pour la formation des chefs d'établissement et adjoints, les résultats sont atteints pour les années 1 et 2 uniquement. Une planification a été faite pour accélérer le plan de formation des cohortes 1(1100), 2(1950), 3(1950), 4 (711). Seuls les résultats des années 3 (cohorte 2) sont à espérer d'ici décembre 2025.

Tableau 9:Indicateurs des résultats intermédiaires liés à la composante 2 du projet

Nouveaux Référentiels développés, validés, approuvés et disponibles chez MINEFOP (Nombre)	45	*45*	*45*
Nouveaux Référentiels développés, validés, approuvés et disponibles chez MINESEC (Nombre)	19	*19*	*19*
Formateurs et personnels d'encadrement formés sur les nouveaux Référentiels approuvés par MINEFOP (Texte)	600	*900 Formateurs*	*900 Formateurs*
	200	*90 personnels d'encadrement*	*90 personnels d'encadrement*
Instructeurs et personnels formés sur les nouveaux Référentiels approuvés par MINESEC (Texte)	460	*400 Enseignants*	*400 Enseignants*
	80	*60 responsables administratifs*	*60 responsables administratifs*
Les étudiants bénéficiant d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage - Développement de la main-d'œuvre/Enseignement professionnel (TVET), total	**2644**	*4 300*	*4 300*
Les femmes inscrites à de nouveaux cours basés sur les Référentiels soutenus par la fenêtre 1 du SDF (Pourcentage)	**34%**	*50*	*50*
Étudiants complétant de nouveaux cours sur les Référentiels approuvés par MINEFOP dans les centres publics soutenus par la fenêtre 1 du SDF (Nombre)	**2644**	*790*	*790*
Étudiants complétant de nouveaux cours sur les Référentiels approuvés par MINESEC dans les EST publics soutenus par la fenêtre 1 du SDF (Nombre)	ND	*450*	*450*
Étudiants inscrits à de nouveaux cours sur les Référentiels dans des centres privés soutenus par SDF Window 1 (Nombre)	ND	*560*	*560*
Étudiants bénéficiant de stages (Nombre)	ND	*750*	*750*
Femmes bénéficiant de stages (Pourcentage)	ND	*45*	*45*
Stagiaires bénéficiant d'un apprentissage (Nombre)	ND	*500*	*500*
Entreprises bénéficiant de la fenêtre 2 (Nombre)	ND	*100*	*100*
Renforcement du système d'information et de suivi du secteur de développement des compétences (Texte)	Version mise à jour du site Web et de l'application disponible	*Version mise à jour du site Web et de l'application disponible*	*Version mise à jour du site Web et de l'application disponible*
Amélioration de la planification stratégique et gestion du DCTP	Cadre sectoriel de certification et qualification mise en œuvre dans deux secteurs du projet (agro-	*CNCQ pour les EFTP finalisé et approuvé par MINEFOP pour chacun des secteurs économiques du*	*CNCQ pour les EFTP finalisé et approuvé par MINEFOP pour chacun des secteurs économiques*

	industrie et BTP)	*projet disponibles*	*du projet disponibles*
Les étudiants bénéficiant d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage - Développement de la main-d'œuvre/Éducation professionnelle (TVET), Total		*4 300*	*4 300*
Les élèves bénéficiant d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage - Éducation de base et continue des adultes, femme		*2 150*	*2 150*
Les élèves bénéficiant d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage - éducation de base et continue pour adultes, total		*7 600*	*7 600*

Commentaire :

Aux vues du tableau qui précède, sur les 20 indicateurs de résultats intermédiaires de la composante 2, seuls 4 ont bougé, notamment ceux relatifs aux référentiels de formation basés sur l'APC qui ont été élaborés par le MINEFOP (45/45) et le MINESEC (19/19). Ceux relatifs à la formation des formateurs ou enseignants sur les référentiels basés sur l'approche APC pour le MINEFOP (600/900) et (460/400) pour le MINESEC.
Cette composante est fortement impactée par les retards observés au niveau du MCDC, précisément dans la mise en œuvre des activités des fenêtres. La fenêtre 1 connaît un démarrage en demi-teinte dans la mise en œuvre des activités, la sélection et d'appui aux EFTP, les difficultés rencontrées au niveau de la due diligence et l'élaboration des DOA. Cette prestation mitigée de la fenêtre 1 a eu des répercussions notables sur la présentation du cadre de résultats. Toutefois, les perspectives sont optimistes avec la restructuration du projet et le recrutement d'un consultant pour l'élaboration des DAO et la réception des projets d'établissement des EFTP publics qui devront faire l'objet de validation par la Plateforme. Les premiers appuis devraient avoir lieu courant deuxième semestre 2025. Les lenteurs observées dans les fenêtres 2 et 3 n'en sont pas restes puisqu'elles sont à l'origine de la stagnation des indicateurs de résultats intermédiaires de la composante 2.

Tableau 10:Indicateurs des résultats intermédiaires liés à la composante 3 du projet

Achèvement de l'évaluation d'impact sur les activités d'autonomisation des filles (Texte)	ND	Évaluation d'impact final disponible	Évaluation d'impact final disponible
Inclusion de contenus spécifiques au genre dans chaque référentiel et dans chaque module de formation des enseignants (Oui/Non)	Oui	Oui	Oui
Kit de sensibilisation SGBV disponible pour les parties prenantes SDF (Oui/Non)		Oui	Oui
Rapport d'évaluation du SDF (Oui/Non)	Non	Oui	Oui
Evaluation à mi-parcours terminé (oui/non)	Oui	Oui	Oui
Ensemble de matériel continu de perfectionnement professionnel pour les enseignants du secondaire général développés (Oui/Non)	Oui	Oui	Oui
Une plate-forme d'intermédiation pour l'accès à l'emploi est disponible (Oui/Non)		Mis à jour la plate-forme	Mis à jour la plate-forme

		d'intermédiation de l'emploi pour l'accès à l'emploi est opérationnelle	d'intermédiation de l'emploi pour l'accès à l'emploi est opérationnelle
Nombre d'établissements d'enseignement secondaire et d'EFPT qui ont élaboré leur projet scolaire ou un projet d'établissement du MCDC en utilisant une approche communautaire (Nombre)	441	310	310

☑ Situation des Décaissements Liés aux Indicateurs

La situation de mise en œuvre des DLI de la première année du PADESCE au 30 novembre 2024 est donnée dans le tableau suivant.

Tableau 11: Situation de la mise en œuvre des DLIs

DLIs	Évaluation				
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
DLI1					
DLI2					
DLI3					
DLI4a					
DLI4b					
DLI5a					
DLI5b					
DLI6a					
DLI6b					
DLI7a					
DLI7b					
Légende	Atteint	En attente avec retard	Non applicable	En attente	Restructuré

Tableau 12 : Programmation de la vérification des Décaissements Liés aux Résultats des DLI en 2025

DLIs	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25	oct-25
DL1					*DLR1.4*					*DLR1.5*
DL2					*DLR 2.2*					*DLR 2.3*
DL3					*DLR 3.3*					*DLR 3.4*
										DLR 3.5
DLI 4a					*DLR 4.4*					*DLR 4.5*
DLI 4b										
DLI 5a					*DLR 5.3*					*DLR 5.4*
DLI 5b					*DLR 5.2*					
					DLR 5.3					
DLI 6a										
DLI 6b					*DLR 6.3*					*DLR 6.4*
DLI 7a					*DLR 7.4*					
DLI 7b										*DLR 7.2*

☑ Suivi évaluation

Tableau 13 : Bilan des activités de suivi-évaluation

Activités programmées	Niveau d'exécution	Défis	Perspective
Suivi hebdomadaire	Les réunions de coordination sont régulièrement organisées. Les comptes rendus sont archivés. Le tableau de suivi de la mise en œuvre des recommandations actualisé régulièrement. Le RSE fait des relances régulières à destination des spécialistes pour la mise en œuvre des recommandations et le suivi de leurs activités		Poursuite des actions
Suivi des DLIs	Le RSE a encadré le processus de vérification de tous les DLI atteints au mois de juin 2025, notamment la vérification des résultats des DLI 1,2,3,4a, 5a, 5b, 6b et 7a. Le RSE a participé à la mission de vérification de l'atteinte des standards par les établissements bénéficiaires du DLI1.		Poursuite des actions
Suivi des recommandations des rencontres du projet	Les recommandations des deux dernières missions de supervision avec la Banque mondiale et de la troisième session du Comité de pilotage sont également suivies et mis à jour régulièrement. Le résultat est la production d'un tableau récapitulatif des différents pans des activités (Mission de supervision, organisation COPIL, Mise en œuvre DLI) du PADESCE toutes les deux semaines Un suivi régulier est également fait au niveau des recommandations des missions de la gestion fiduciaire (passation des marchés, gestion financière)		Poursuite des actions
Reporting du projet	Le reporting a consisté à la production de la situation du suivi des activités du rapport de suivi financier du premier trimestre 2024, Des modèles de rapports sont élaborés Le rapport de suivi évaluation du premier trimestre a été élaborée et transmise à la Banque mondiale, Les fiches sur l'état d'avancement du projet commandés par le MINEPAT, MINESEC ou MINEFOP sont régulièrement renseignées. La situation actuelle du cadre de résultat est donnée dans les rapports périodiques	Production mensuelle des rapports par les porteurs d'activités	Poursuite des actions
Planification	La planification du PTAB 2025 a été faite à l'atelier d'élaboration du PTAB e novembre 2024. Cette planification a été suivi. La difficulté réside dans le non-respect des planifications des tâches. La planification des résultats a été élaborée en janvier 2025 puis communiquée à tous les porteurs d'activités. Cette planification a été suivie et aboutie aux décaissements de 7 962 801 704.	Faible maturation des activités et non-respect de la planification malgré les relances	Poursuite des actions

2.1.3.2. Sous composante 3.2 Assistance technique

Sauvegardes sociales

Prévisions juin 2025	Réalisations juin 2025	Difficultés/Défis
Mise en œuvre du plan en faveur des peuples autochtones (PPA)	Mission de collecte des souches et des attestations de non disponibilité des actes de naissances réalisée	Accès difficile dans les localités de collecte des informations Non disponibilité des souches dans les centres d'état civil
Signature des codes de conduites VBG /EAS/HS	Signature des codes de conduites VBG /EAS/HS	
Vulgarisation du numéro vert	Numéro vert vulgarisé	Vulgariser le numéro vert auprès de toutes les parties prenantes du projet
Recruter OSC/ONG chargées de l'accompagnement des survivants(es) VBG, EAS/HS du PADESCE de la communication et de la sensibilisation sur des VBG, EAS/HS et le MGP et du renforcement des capacités des comités locales à la gestion des plaintes (ESG et EFTP) MGP	Contrat de l'ONG signé	Mobilisation de l'ONG pendant les vacances
Communication sur les EAS/HS/VBG et les circuits de référencement	Les supports de communication produits et diffusés	
Mission de finalisation du screening et des PGES pour les EFTP	27 PGES spécifiques réalisés	Réalisation 100%
Traitement des plaintes et réclamations et enregistrement des plaintes dans la plateforme	116 plaintes traitées et 176 plaintes enregistrées dans la plateforme	98% des plaintes liées au traitement et procédures de traitement longues

Tableau 14. Résumé des statistiques de suivi des plaintes du MGP général

i. Nombre de plaintes reçues au cours de la période indiquée dans ce rapport ;	10
ii. Nombre de plaintes résolues et dans quels délais ;	10

iii. Nombre de plaintes en suspens à la fin de la période indiquée dans ce rapport et comparaison avec la dernière période ; et raison du suspens ;	27
iv. Temps de réponse respecté après réception de la plainte et nombre de plaintes résolues dans un temps plus long et pourquoi ;	02 semaines
v. Plaintes résolues en % du nombre reçues ;	100%
vi. Nombre de clôture des plaintes enregistrés ;	100%
vii. Type de documents attestant la résolution du problème	Communiqué PSAOAF
viii. Nombre de solutions mises en œuvre sur le nombre de solutions objet de plaintes durant le période écoulé ;	**1/1**
ix. Nombre de plaintes non résolues et explications ;	27 environs. Les plaintes non résolues sont celles qui ont été reçues à travers le numéro vert et qui sont en cours de traitement. Ce sont notamment celles liées aux formations du DLI 5 a dont certains participants non satisfaits sont toujours en attente de la régularisation de leur situation et les dernières sont celles des Experts ayant participé dans certaines activités du PADESCE tels que les recrutements des Experts PADESCE et certaines commissions soient de recrutement des prestataires soient de validation des rapports
x. Nombre de suggestions et de recommandations reçues par l'UCP en provenance des comités de gestion des plaintes et/ou autres acteurs locaux ;	**RAS**
xi. Nombre et type d'activités de dissémination sur le MGP ;	01
xii. Autre aspect pertinent (expliquez).	**RAS**

Communication

Plusieurs activités ont été validées et planifiées dans le PTAB 2025 concernant la communication du PADESCE. Au niveau de la confection des outils de communication, 10.000 dépliants ont été confectionnées pour la vulgarisation de la plateforme numérique sur les opportunités de formation techniques et professionnelles mise sur pied par le Projet. Par ailleurs, deux documentaires vidéo sont en cours de réalisations. L'un porte sur les interventions du PADESCE auprès des bénéficiaires et l'autre sur les réformes institutionnelles implémentées par le Projet.

Sur le plan événementiel, le PADESCE a participé l'édition 2025 du Salon de l'Action Gouvernementale. Le projet a profité de cet espace pour présenter au grand public à travers plusieurs supports confectionnés pour l'occasion, les réalisations effectives du gouvernement à ce jour, en matière d'amélioration de l'environnement d'apprentissage et de développement des compétences. Ce fut une occasion également de disséminer les supports de communication confectionnés pour la vulgarisation de la plateforme CAM-TVET, la sauvegarde sociale et

environnementale ainsi que les actions entreprises pour lutter contre les discriminations et les violences basées sur le genre en milieu d'apprentissage.

Afin de donner une plus grande visibilité aux réalisations du PADESCE, le recrutement d'une agence de communication pour la gestion des diffusions dans les médias, est en cours de finalisation.

Ce recrutement permettra de donner un plus grand retentissement médiatique à l'activité de communication des Maîtres d'Ouvrage du Projet qui est projetée après la tenue du COPIL de juillet 2025.

Pour ce qui est de la communication digitale, le site internet du PADESCE ainsi que ses pages Facebook et LinkedIn sont régulièrement mises à jour à travers le suivi et le relais des activités menés autant sur le terrain que dans les administrations.



Figure 7: Newsletter du PADESCE



Figure 8: PADESCE au SAGO 2025

CHAPITRE 3 : BILAN DE LA GESTION FINANCIÈRE ET DE LA PASSATION DE MARCHES

3.1. Situation de la gestion financière

1) Situation des décaissements dans client-connection

Au 30 juin 2025, le taux de décaissement affiché par Client-connection s'élève à 55,898% contre 44,19 au 30 janvier 2025, soit un accroissement en valeur absolue de 11.7%.

Rubriques	Montant en FCFA
Montant signé	73 729 687 068
Montant décaissé	41 213 559 355, 355
Taux de décaissement	55, 898

2) Situation des réalisations budgétaires

Un montant de FCFA **24 525 370 166** FCFA du PTBA 2025 validé par le COPIL le 17 décembre 2024 et ayant obtenu l'ANO de la Banque Mondiale les 11 janvier et 11 mars 2025 a été planifié pour le premier semestre 2025. Sur cette enveloppe, au 30 juin 2025, FCFA **5 788 051 266** ont été engagés et exécutés, soit un taux d'exécution budgétaire de 26,6%.
L'évolution mensuelle des consommations budgétaires est présentée sur le tableau ci-dessous

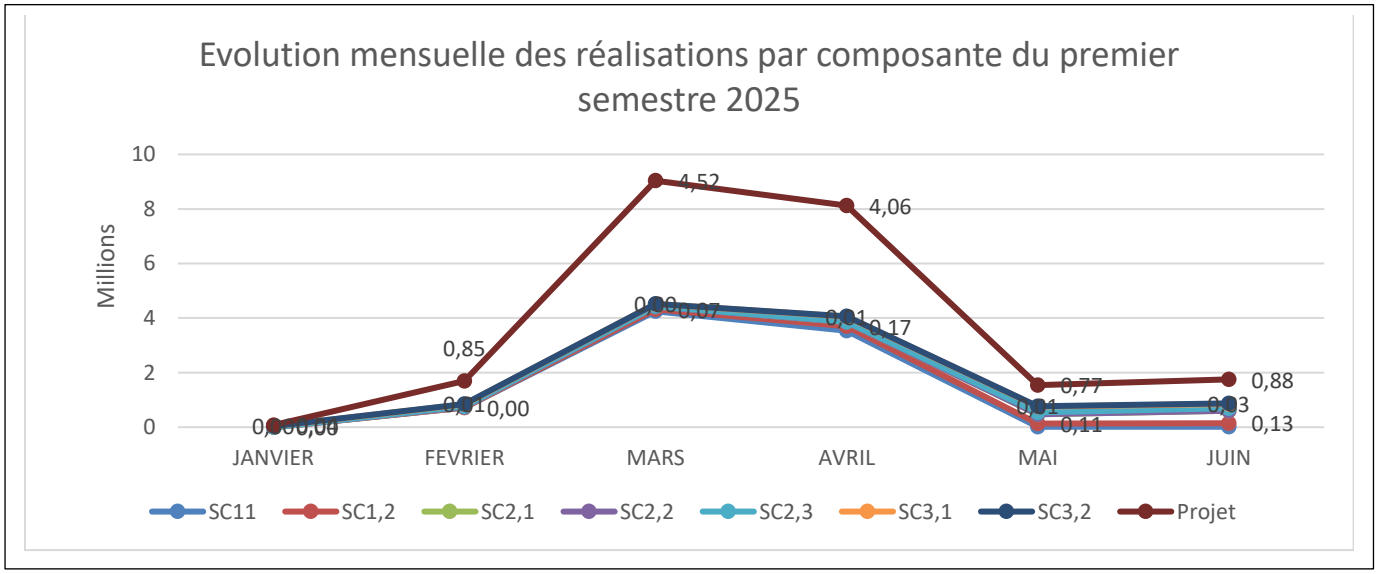


Figure 9: Évolution mensuelle des réalisations ou exécutions budgétaires (en millions)

De la lecture du graphique, il ressort que le mois de mars 2025 a été un mois record en matière de consommation budgétaire avec un peu plus de 4,3 milliards exécutés, principalement dus aux transferts monétaires effectués aux 350 Ets de l'ESG dans le cadre de du DLI1 au niveau de la

composante 1. Les deux autres composantes se plafonnent sous la barre des 383 millions courant mai 2025 et 345 millions pendant le mois de septembre 2025.

Le tableau suivant permet de faire une analyse comparative des prévisions et des réalisations par composante.

Sous-composante	Prévision PTBA25	Réalisation	Taux (%)
1.1 Renforcer la qualité de l'environnement d'apprentissage	5 082 619 042	4 267 198 844	83,96
1.2 Renforcement des capacités des personnels d'encadrement	3 539 995 568	300 312 855	8,48
2.1 Améliorer la qualité et la pertinence des programmes de développement	2 458 525 170	634 595 616	25,81
2.2 Augmenter l'accès équitable aux programmes de développement	0	0	0
2.3 Renforcement de la capacité institutionnelle du système de	483 791 682	124 662 934	25,77
3.1 Coordination du projet et suivi évaluation	11 926 113 360	410 638 838	35,43
3.2 Assistance technique	1 034 325 344	50 642 179	4,90
Projet	24 525 370 166	5 788 051 266	23,60

A partir du tableau ci-dessus, nous obtenons le graphique suivant

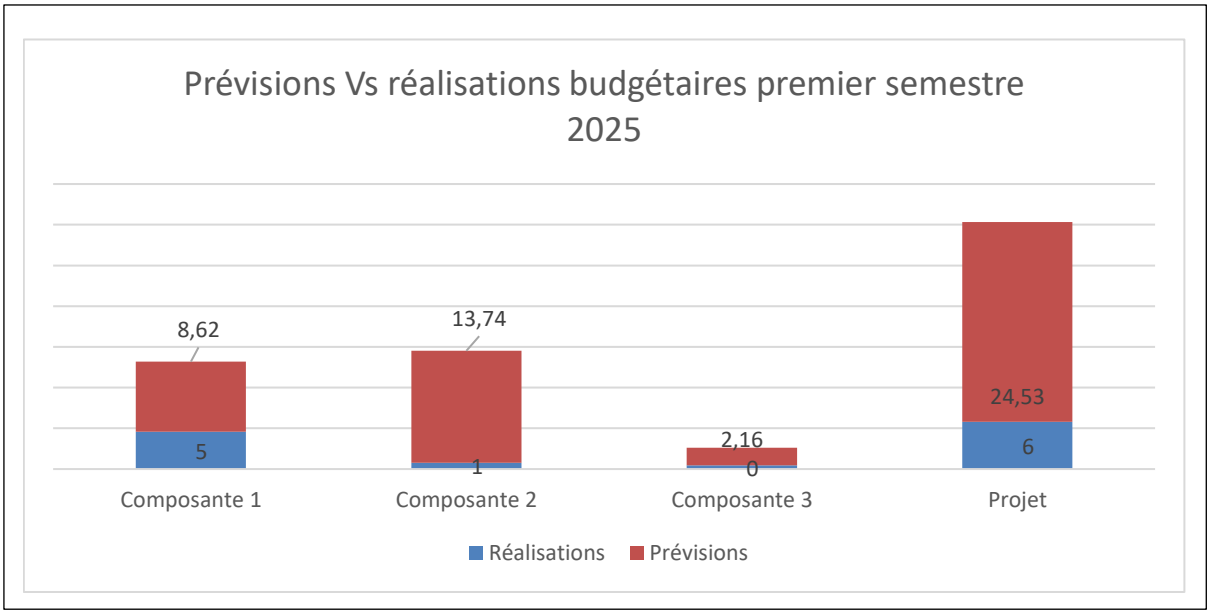


Figure 10: Prévisions Vs réalisations par composante premier semestre 2025 (en milliards)

La composante 1 présente un taux d'exécution budgétaire en valeur relative de 52,17 % soit 4567511699. Cette consommation s'explique d'une part par le transfert des ressources dans le

cadre des opérations d'implémentations des standards dans les 350 établissements bénéficiaires des appuis du PADESCE, l'appui aux filles vulnérables, la formation des chefs d'établissements et adjoints à l'appropriation du manuel de procédures simplifiées des établissements d'enseignements général élaboré par le PADESCE. Et, d'autre part la formation de 3229 nouveaux enseignants et 1712 chefs d'établissement et adjoints.

Pour ce qui est de la composante 2, représente une consommation en valeur relative de 5,62 %. Les dépenses y relatives se chiffrent à FCFA 772566850. Elles résultent des activités d'élaboration et dissémination des référentiels de formation basés sur l'APC, objets des DLI 4-a et 4b, de la formation des formateurs et les personnels d'encadrement sur ces référentiels, de l'élaboration des cadres sectoriels de certification et qualification et le déploiement de la plateforme des opportunités des formation. On note une fois de plus et pour le déplorer à la composante 2 l'absence effective des appuis du MCDC à travers les différentes fenêtres pour lesquels une provision de 10,8 milliards avait été faite dans le budget 2025.

La composante 3 quant à elle, affiche le taux d'exécution relatif de 20,74. Les réalisations de la composante 3 s'élèvent à FCFA 447972717 et sont principalement liées aux charges de fonctionnement, aux activités d'appui à la mise en œuvre du MCDC et aux sauvegardes environnementales & sociales.

3) Difficultés rencontrées

Au rang des difficultés rencontrées ayant affecté la situation de la gestion financière, figurent :

- La faible maturation des activités responsable du faible taux d'exécution ;
- Les multiples vont et viens entre l'UGP & la BM pour les ANO ;
- Le report de plusieurs activités dus aux retards des paiements sur les activités antérieures
- La non stabilisation préalable des listes des parties prenantes
- Les incohérences entre les noms de participants enregistrés au cours des ateliers et ceux générés par les opérateurs de téléphonie mobile n'ont pas permis d'effectuer ces paiements dans les délais.
- Le glissement des activités génératrices de résultat
- Les changements réguliers sur les processus de mise en œuvre des activités qui ne sont pas favorables à l'exécution de la planification initiale

Pour juguler ces manquements, plusieurs dispositions ont été prises par le responsable de la communication sur l'instruction de Mme la CG à apporter des éclairages au sujet des retards de paiements des dans les différentes plateformes. Au regard des leçons apprises de ces expériences de retards paiements, du point de vu organisationnel un nouveau cap a été fixé pour les prochaines formations notamment, l'anticipation longtemps à l'avance de la production des TDRs pour l'obtention des Ano, la mise à disposition effective des fonds avant le démarrage des formations, l'installation des pôles de saisies dans chaque lieu de formation, par la sensibilisation constante des éléments de prise en charge. En plus, à la faveur de la dernière mission de supervision, décision a été prise par Mme le Coordonnateur Général que le RSE prépare régulièrement les tableaux de suivi des ano en liaison avec les Coordonnateur Technique et sa transmission à la Banque mondiale. La planification des résultats à atteinte a été discutée avec tous les porteurs d'activités

et les Coordonnateurs Techniques et partagées avec la Banque mondiale lors des réunions des suivi des décaissements. Le renforcement du suivi de la mise en œuvre par le MINEPAT depuis quelques temps.

3.2. Bilan de la passation des marchés

Les Plans de passation des marchés du PADESCE ont été régulièrement soumis et approuvés par la BM (voir la capture).
Le tableau de bord du STEP, qui ne reflète pas la situation réelle des marchés est la suivante :

Tableau 15 : Situation des marchés au 30 juin 2025

N°	Etat des activités	PADESCE
1	Annulé	34
2	Modifié/autorisé	0
3	En attente d'exécution *(non lancé)*	17
4	Signé *(contrats signés et contrats exécutés)*	49
5	En cours d'exécution	19
6	Achevé	30
7	En cours d'examen	0
	Total	**68**

Source : SPM/PADESCE

Tableau 16 : ***: Situation des marchés***

Niveau de PM	Total		Achevés		En cours d'exécution		En cours de passation		Non lancé	
Catégorie	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
FOURNITURE	633 942 962	35	369 325 536	21	95 603 450	7	49 954 913	2	119 059 063	5
TRAVAUX	15 588 998	2	15 588 998	2	0	0	0	0	0	0
CONSULTANT	677 272 363	15	68 875 382	4	416 102 724	7	234 903 897	4	62 970 359	4

NC SERVICE	568 810 578	16	287 799 978	3	125 345 615	5	0	0	155 664 985	8
Total	1 895 614 901	68	741 589 893	30	637 051 789	19	284 858 811	6	337 694 407	17

Difficultés et contraintes :

- Retard dans la transmission des TDR/Spécifications Techniques.
- Le SPM nouvellement recruté n'a toujours pas accès à la plateforme STEP ;
- Quelque aller et retours parfois laborieux dans le traitement de demande d'ANO.
- Faible synergie des différents intervenants dans la mise en œuvre du PPM.
- Retard notoire dans le lancement des Appels d'Offres de la fenêtre 1 du MCDC.

CHAPITRE 4 : SYNTHESE DES PRINCIPALES DIFFICULTÉS, CONTRAINTES, SUGGESTIONS ET PERSPECTIVES

4.1. Difficultés et contraintes

Les principales difficultés et contraintes ayant entravé la mise en œuvre du projet au premier semestre sont reprises dans les lignes suivantes :

Sur la passation des marchés :

- Quelque allers et retours parfois laborieux dans le traitement de demande d'ANO.
- Le SPM nouvellement recruté n'a toujours pas accès à la plateforme STEP ;
- Faible synergie des différents intervenants dans la mise en œuvre du PPM.
- Retard notoire dans le lancement des Appels d'Offres de la fenêtre 1 du MCDC.
- La planification des marchés est faiblement respectée du fait de la faible maturation des activités.
- Des retards sont constatés au cours de la phase de sélection au niveau de la Commission Spéciale de Passation des Marchés lors de l'examen et l'approbation des dossiers.
- La non transmission dans les délais des éléments de passation des marchés par les spécialistes (exple les TDR ou spécifications);
- Le non-respect des délais par les sous-commissions d'analyse mises en place (indisponibilité);
- L'inadéquation entre les profils des membres et les domaines des sous-commissions dans lesquels ils interviennent ;

De manière globale :

- La faible couverture internet qui compromet la phase de formation à distance chez de nombreux enseignants débutants qui doivent alors doublement s'investir lors des regroupements en présentiel pour rattraper les apprentissages ciblés par le distanciel.
- La prise en charge des participants qui reste laborieuse ; ce qui démotive et ternit l'image du Projet pourtant fort apprécié par les concernés ;
- L'indisponibilité de la mise à disposition des structures de formation, des équipements et matériels par le MCDC n'a pas permis aux structures d'implanter les référentiels convenablement à l'esprit de l'ingénierie de formation ;
- Les retards dans la mise à disposition des fonds de contre partie

4.2. Perspectives

En perspectives, il est prévu pour le second semestre de l'année 2025 de mise en œuvre du Projet:

- la réalisation des transferts monétaires aux établissements ciblés, comme incitation pour l'atteinte des standards de qualités (3 800 000 000 FCFA et l'appui aux filles vulnérables (716 678 000FCFA) ;

- L'évaluation de la programmation de formation des chefs d'établissement et adjoints et la formation de la deuxième cohorte de chefs d'établissement et adjoints pour atteindre 75% de la cible et ainsi rattraper les années 3 ;
- La formation des 4500 enseignants débutants restants en trois vagues de 1500 chacune (de mars à juin 2025) car la plateforme étant déjà disponible et les formateurs ont déjà acquis une expérience signifiante dans la formation ;
- L'élaboration des outils pédagogiques et les manuels de formation, permettront aux formateurs de mieux exploiter lesdits référentiels tandis que celles portant sur la révision des référentiels de formation des CFPE, CFM et SAR/SM permettent d'améliorer la qualité de la formation dans les structures publiques du MINEFOP.
- Le développement des leçons modèles à l'intention des enseignants afin de combler les lacunes observées auprès de ces derniers lors des séminaires de formation à l'utilisation desdits 19 référentiels de formation, organisés dans le cadre du DLI5b ;
- La formation de la quatrième cohorte portant sur 300 Formateurs et 20 personnels d'encadrement ;
- L'implantation dans les 16 établissements du MINESEC accrédités, des leçons modèles prévues dans le DLI4b, afin de renforcer davantage les capacités des enseignants dans la préparation, la conduite et l'évaluation des leçons selon l'APC ;
- La réalisation des travaux de réhabilitation et l'acquisition des équipements aux profit des 26 établissements d'EFTP bénéficiaires de la fenêtre 1 du MCDC ;
- L'octroi des chèques formation à la 1000 apprenants issus des structures privés avec l'appui du guichet 1 du MCDC ;
- La mise en œuvre du programme d'apprentissage au profit de 500 jeunes apprentis bénéficiant des appuis de la fenêtre 2 du MCDC ;
- L'organisation des formations continues au profit de 1100 travailleurs issus des PME/PMI bénéficiaires des appuis de la fenêtre 2 du MCDC ;
- L'organisation des formations continues au profit de 6000 personnels issus des acteurs de l'économie sociale et informelle, ainsi que les membres des PME/PMI ;
- L'évaluation à mi-parcours de la la stratégie nationale du DCTP ;
- L'élaboration des Cadres Sectoriels de Certification et de Qualification sont élaborés dans les deux autres secteurs,
- La finalisation de l'enquête de suivi post formation objet du DLI7b et la publication des résultats de l'enquête par l'ONEFOP

CONCLUSION

Le PADESCE, qui en est à sa cinquième année d'existence, a enregistré des progrès notables dans plusieurs domaines clés. L'un des principaux objectifs du projet est d'améliorer le sous-système de l'enseignement secondaire général et de renforcer le développement des compétences techniques et professionnelles dans quatre secteurs prioritaires : l'agro-industrie, le bâtiment et travaux publics (BTP), l'énergie et le numérique. Grâce à des initiatives ciblées, le projet a réussi à promouvoir l'inclusion des filles et des apprenants défavorisés de manière générale. Les différents appuis ont eu un impact significatif tant au niveau de l'établissement qu'a niveau des familles. On peut relever entre autres :

- Une gestion participative des établissements ciblés ;
- Une amélioration des résultats scolaires ;
- Un développement des compétences sociales et émotionnelles ;
- Une amélioration du taux de possession des manuels scolaires ;
- Une croissance des effectifs d'élèves surtout chez les élèves de sexe masculin ;
- Une amélioration des enseignements/apprentissage.
- Une amélioration des infrastructures scolaires ;
- Le renforcement des capacités des enseignants ;
- Une amélioration de la gestion administrative, pédagogique et financière des établissements bénéficiaires ;
- L'existence en quantité des fournitures et matériels didactiques et de bureau ;
- La motivation des parents à envoyer les jeunes filles à l'école dans les ZEP ;
- L'amélioration du taux de solvabilité et d'inscription des filles aux examens officiels dans les zones ciblées.

Les efforts déployés pour former les formateurs et développer les 64 référentiels de formation adaptés ont permis d'assurer que les compétences acquises par les apprenants répondent aux exigences du marché du travail. De plus, le projet a soutenu 350 établissements d'enseignement secondaire général (ESG) et 13.392 filles soutenues directement pour un montant de 716 678 100 en 2025

Cependant, malgré ces avancées, il est important de noter que la notoriété du PADESCE reste limitée, tant auprès du grand public que des bénéficiaires directs. Cette situation a des répercussions sur l'adhésion des parties prenantes et sur la visibilité des actions menées. Il est donc crucial de renforcer les efforts de communication et de vulgarisation des outils élaborés dans le cadre du projet afin de mieux informer les bénéficiaires et d'encourager leur participation active.

Les perspectives pour le second semestre de l'année 2025 sont prometteuses et visent à renforcer l'impact du PADESCE sur l'éducation et la formation professionnelle au Cameroun. En s'appuyant sur les leçons apprises et en mobilisant les ressources nécessaires, le projet est bien positionné pour continuer à contribuer à l'amélioration des compétences et à l'accès à une éducation de qualité pour tous les apprenants.

ANNEXES

Mise en œuvre des recommandations du COPIL du 17 décembre 2024

N°	Recommandations du COPIL	Echéance	Responsable	Niveau de mis en œuvre (Réalisée, en cours, non réalisée)	Observation
1	Dans un délai de 3 jours, mettre à la disposition du MO les critères de sélection des établissements de la fenêtre 1du MCDC	20 décembre 2024	MP ai	Réalisée	
2	Définir un échéancier et une stratégie pour atteindre les résultats restants du projet	10 janvier 2025	RSE	Réalisée	Un document de planification sur les différents scénarii d'atteinte des résultats du projet a été élaboré. Il a été complété par une stratégie bâtie autour de : la planification des résultats prioritaires, le suivi rapprochées des activités prioritaires pour l'atteinte des résultats et le suivi des documents transmis à la BM.
3	Envisager la réorientation et mieux cibler ce qui reste à faire de manière réaliste pour la suite du projet	30 janvier 2025	UCP	Réalisée	Activité réalisée avec le concours du MINEPAT-MINESEC et MINEFOP dans le cadre de la restructuration du projet : révision du cadre de résultats, réallocation budgétaire, réaffectation des soldes décaissés non consommés. Une correspondance matérialisant cette réorientation a été signée par le MINEPAT en liaison avec les Maitres d'Ouvrage et transmis à la BM
4	Prévoir au mois de juin 2025 une session du COPIL pour évaluer l'état de mise en œuvre du PTAB	30 avril 2025	UCP	Réalisée	
5	Réviser et vulgariser le manuel de procédures et de mise en œuvre	20 janvier 2025	RAF, SPM, RSE	Non réalisée	Cette révision se fera après la restructuration du projet
6	Produire toutes les deux semaines à l'attention des MO un rapport d'audit interne	Permanant	AI	Non réalisée	

7	L'Ano sera donné conformément aux procédures dans les délais prescris	Permanant	UCP	Réalisée	